

TABLEAU DE BORD FEDOM PM, Mis à jour, 09 Janvier 2015
--

- *Tableau n°1 : Données géographiques de base*
- *Tableau n°2 : Le cadre institutionnel ultra-marin*
- *Tableau n°3a : Le cadre administratif dans les DCOM*
- *Tableau n°3b : Le cadre électoral dans les DCOM*
- *Tableau n°4 : Natalité et fécondité dans les DCOM*
- *Tableau n°5 : Mouvements de la population dans les DCOM et répartition nationale*
- *Tableau n°6a : Evolution récente des Produits Intérieurs Bruts dans les DCOM*
- *Tableau n°6b : Evolution récente des taux de croissance dans les DCOM*
- *Tableau n°7a : Comparaison récente DCOM / métropole en matière de PIB / habitant*
- *Tableau n°7b : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DOM et en métropole*
- *Tableau n°7c : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DOM et dans les régions de l'Union européenne*
- *Tableau n°8a : L'inflation dans les DCOM*
- *Tableau n°8b : Evolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) dans les DCOM*
- *Tableau n°9 : Evolution comparée du nombre total de chômeurs dans les DOM*
- *Tableau n°9a : Evolution du taux de chômage dans les DOM, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE et du recensement, et nombre de chômeurs par conseiller de Pôle emploi*
- *Tableau n°9b : Evolution du taux de chômage des 15-24 ans, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE, depuis le début de la crise des années 2000*
- *Tableau n°9c : Jeunesse et sous-emploi dans les DOM*
- *Tableau n°9d : Les demandes d'emploi en fin de mois dans les DOM (dernières données disponibles : Septembre 2014) et proportions du chômage de longue durée*
- *Tableau n°9e : Le halo du chômage dans les DOM en 2013*
- *Tableau n°10a : Evolution comparée du nombre d'allocataires des minima sociaux dans les DOM*
- *Tableau n°10b : Evolution comparée du nombre de foyers bénéficiaires du RSA*
- *Tableau n°10c : Les minima sociaux dans les DOM*
- *Tableau n°10d : Le RSA dans les DOM depuis 2011*
- *Tableau n°11a : Niveaux comparés des salaires minima dans l'ensemble des Outre-mer*
- *Tableau n°11b : Evolution comparée des salaires minima ultramarins par rapport au niveau hexagonal*
- *Tableau n°12a : L'apprentissage dans les DOM*
- *Tableau n°12b : Taux d'équipement en établissement et services d'aide par le travail dans les DOM*
- *Tableau n°13a : Evolution comparée des dépenses budgétaires de l'Etat (hors opérateurs)*
- *Tableau n°13b : Evolution des dépenses budgétaires de l'Etat dans les DCOM*
- *Tableau n°13c : Evolution des effectifs de la fonction publique d'Etat dans les DCOM*

- **Tableau n°13d : Effort budgétaire de l'Etat ; comparaison des dépenses par habitant**
- **Tableau n°14 : Evolution comparée des dépenses fiscales**
- **Tableau n°14a : Evolution du nombre d'agréments et du montant d'investissements agréés par territoire**
- **Tableau n°14b : Exonérations de cotisations sociales dans les DOM**
- **Tableau n°15a : La situation du tourisme dans les DCOM**
- **Tableau n°15b : Etablissements et salariés de l'hôtellerie-restauration dans les DOM**
- **Tableau n°15c : Urbanisation, Espaces verts et qualité des eaux de baignade**
- **Tableau n°15d : Environnement et protection des espaces naturels dans les DOM**
- **Tableau n°15e : Trafic portuaire international dans les aéroports des DCOM**
- **Tableau n°15f : Trafic passagers dans les DCOM**
- **Tableau n°15g : Trafic aéroportuaire comparé Outre-mer / métropole**
- **Tableau n°16a : Part des énergies renouvelables (ENR) dans les capacités de production ultramarines, émissions de CO2 dans les DOM et consommation de carburant**
- **Tableau n°16b : Transport domicile / travail**
- **Tableau n°16c : Densité urbaine, Risques industriels et naturels dans les DOM**
- **Tableau n°16d : Gestion des déchets ménagers dans les DOM**
- **Tableau n°17 : Le Logement Outre-mer**
 - **Tableau n°17a : Principales caractéristiques du logement**
 - **Tableau n°17b : Le confort des logements**
 - **Tableau n°17c : Le logement social dans les DCOM**
 - **Tableau n°17d : Le financement du logement dans les DOM**
- **Tableau n°18 : Vie des entreprises**
 - **Tableau n°18a : Créations d'entreprises**
 - **Tableau n°18b : Taux de survie des entreprises dans les DOM**
 - **Tableau n°18c : Défaillances des entreprises**
 - **Tableau n°18d : Personnes morales en situation d'interdit bancaire**
 - **Tableau n°18e : Taille des entreprises**
 - **Tableau n°18f : Salariés et masse salariale des entreprises en fonction de la taille**

Tableau n°1 : Données géographiques de base

Superficies et domaine maritime français	Superficie terrestre (milliers de km²)	Longueur trait de côte, en km	Superficie des ZEE, (milliers de km²)	Ratio ZEE / superficie terrestre
Antilles-Guyane	89,38	1 380	264	2,95
• Martinique :	1,13	293	47	41,6
• Guadeloupe	1,68	405	86	51,2
• Saint-Martin	0,053	50	1	18,9
• Saint-Barthélemy	0,021	24	4	190,5
• Guyane	86,5	608	126	1,46
Océan Indien	2,92	401	1 058	362,3
• Réunion	2,52	206	304	120,6
• Tromelin (TAAF)	0,001	4	304	304 000
• Europa (TAAF)	0,028	35	140	5 000
• Bassa de India (TAAF)	0,0002	1	126	630 000
• Juan de Nova (TAAF)	0,004	11	71	17 750
• Mayotte	0,37	135	62	167,6
• Glorieuses (TAAF)	0,007	9	51	7 286
Polynésie Française	4,17	4 497	4 804	1 152
Nouvelle-Calédonie	18,75	3 367	1 364	72,7
Wallis et Futuna	0,14	106	266	1 900
TAAF, hors I. Eparses	439,64	2 709	1 727	3,9
• Kerguelen	7,22	2 340	547	75,8
• Crozet	0,35	156	562	1606
• Amsterdam et St Paul	0,064	43	506	7 906
• (Terre Adélie)	(432)	(170)	(112)	0,26

Saint-Pierre et Miquelon	0,24	137	10*	41,7
Clipperton	0,01	5	434	43 400
Métropole	551,7	5 853	349*	0,63
	(Corse : 8,68)	(Corse : 688)	(Corse : 20)	(Corse : 2,3)
France	1 106,95	18 455	10 276	9,28
[hors Terre Adélie]***	[674,95]	[18 285]	[10 164]	15,1
• dont Outre-mer	555,25	12 602	9 927	17,9
• [hors Terre Adélie]	[123,25]	[12 432]	[9 815]	79,6
• dont UE****	643,88	7 550	975	1,5
Ratio Outre-mer***** / France entière	18,3 %	68 %	96,6 %	-

Sources : superficies : INED (*Population & Sociétés*, n°503, Septembre 2013) et Ministère des Outre-mer ; lignes de côté et ZEE : IGA, CGEDD, IGAM, Rapport d'évaluation de la politique maritime (Juin 2013), Tome 2, phase de diagnostic, p. 91. Ces données correspondent à des estimations du service Hydrographique et Océanographique de la Marine [SHOM, 1999] et sont fournies à titre indicatif. Elles ne revêtent pas de caractère officiel. Notamment, elles s'appuient dans certaines zones sur des limites n'ayant pas fait l'objet d'accord de délimitation avec les Etats voisins. Les chiffres de la ZEE française peuvent donc varier selon les sources. Le chiffre communément admis (11 035 000 km²) intègre des revendications d'extension acquises, dans la mesure où il n'existe aucune contestation de la part d'un autre Etat.

* La superficie est celle fixée par la sentence de la cour arbitrale de New York du 10 juin 1992, alors que la France revendiquait une zone de 47 000 km².

** La ZEE de la seule métropole (349 000 km²) est inférieure à celle de l'Irlande (410 000 km²), de la Grèce (506 000 km²) et de l'Italie (542 000 km²). Elle est comparable à celle de la Libye (352 000 km²), de Cuba (351 000 km²) et de Panama (336 000 km²).

*** En Antarctique, la souveraineté française sur la Terre Adélie (1840 ; formulée officiellement en 1934) s'exerce dans le contexte du Traité sur l'Antarctique signé à Washington du 1^{er} octobre 1959 (prorogé jusqu'en 2041), qui établit un « gel » des prétentions territoriales et affirme la liberté de la recherche scientifique sur tout le continent. Le traité a été complété en 1991 par le Protocole de Madrid sur la protection de l'environnement, qui fait de ce continent une « réserve naturelle consacrée à la paix et à la science ». La Terre Adélie ne peut donc être, à ce stade, incluse dans la superficie de la République française (si tel était le cas, l'Australie deviendrait alors notre premier voisin terrestre, avec une frontière de 5 150 km, loin devant la frontière franco-brésilienne (730 km, la plus longue de France) et la frontière franco-espagnole (669 km, la plus longue de l'hexagone)). La collectivité des TAAF, qui inclut depuis 2007 les Iles Eparses de l'Océan Indien, a donc une superficie « officielle » de 7 680 km² (439 680 km² avec la Terre Adélie), et une ZEE « officielle » de 2 307 000 km² (2 419 000 km² avec la Terre Adélie), car la France ne revendique pas de ZEE en Antarctique, même si le Traité de 1959 n'évoque pas cette question.

**** Métropole + RUP au 1^{er} janvier 2014 (cinq DOM + COM de Saint-Martin) ; hors PTOM. La ZEE de Mayotte fait donc partie des eaux de l'UE depuis le 1^{er} janvier 2014.

***** Hors Terre Adélie, mais îles des TAAF inclus. Hors TAAF : 16,9 %.

Les DCOM représentent donc, pour 4,1 % de la population nationale :

- **18,3 % de la superficie terrestre française ;**
- **96,6 % de la surface maritime nationale**

Tableau n°2 : Le cadre institutionnel ultra-marin

DOM + COM, hors TAAF* et île de Clipperton	Avant 2003	Après 2003	Article(s) de la Constitution	Principe applicable
La Réunion Guadeloupe Guyane Martinique	Départements d'outre-mer (DOM, 1946)	Départements et régions d'outre-mer	Art. 73	Identité Législative, avec dérogations
Saint-Pierre-et- Miquelon	TOM (1946), DOM (1976), collectivité territoriale <i>sui generis</i> (1985)	Collectivité d'outre-mer (COM)	Art. 74	Mixte, avec identité législative dominante
Saint-Barthélemy Saint-Martin	(Sans objet : communes de la Guadeloupe)	Collectivités d'outre-mer (COM, 2007)	Art. 74	Mixte, avec identité législative dominante
Mayotte	TOM des Comores, <u>puis</u> collectivité territoriale <i>sui generis</i> (1976 et 2001)	Collectivité d'outre-mer (COM) DOM en 2011	Art. 74 (art. 73 en 2011**) et art. 75 (droit civil local)	Mixte (identité législative depuis le 1 ^{er} janvier 2008)
Wallis-et-Futuna Polynésie française	Territoires d'outre-mer (TOM, 1946 pour la Polynésie, 1959 pour Wallis-et-Futuna)	Collectivités d'outre-mer (COM)	Art. 74 et art. 75 (droit civil coutumier pour Wallis-et-Futuna)	Spécialité législative
Nouvelle- Calédonie	TOM, <u>puis</u> collectivité <i>sui generis</i> (1999)	Collectivité <i>sui generis</i>	Articles 75 (droit civil coutumier), 76 et 77 (1998)	Spécialité législative et pouvoir législatif partiel

* Les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF), sans habitants permanents, ont été érigées en TOM entre 1955 (loi du 6 août 1955) et 2003. Désormais, l'article 72-3 de la Constitution se borne à énoncer que « la loi détermine le régime législatif et l'organisation particulière des TAAF et de Clipperton ». Les TAAF sont aujourd'hui régies par la loi organique du 21 février 2007 qui y a inséré les « îles éparses » de l'océan Indien (Tromelin, Bassas de India, Glorieuses, Europa, Juan de Nova). Le préfet (« administrateur supérieur ») des TAAF est installé à Saint-Pierre de La Réunion depuis 2002.

** Cf. loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte.

En ce qui concerne les COM et la Nouvelle-Calédonie, les principales lois statutaires sont les suivantes :

- **Saint-Martin / Saint-Barthélemy** : loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer
- **Saint-Pierre-et-Miquelon** : loi n°85-595 du 11 juin 1985 relative au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon
- **Polynésie française** : loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française
- **Wallis et Futuna** : loi n°61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'Outre-mer
- **Nouvelle-Calédonie** : loi organique n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie

Des dispositions constitutionnelles propres à l'outre-mer figurent actuellement dans 37 alinéas (sur un total de 320, soit 11,6 % du total) et, depuis 1958, la Constitution aura connu 26 modifications portant sur ce sujet sur un total de 141 observées depuis sa promulgation, soit 18,4 % du total.

Tableau n°3a : Le cadre administratif dans les DCOM

Au 1 ^{er} janvier 2015	Nombre de communes	Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)	Dont part des communes de communes (%)	Dont part des communes d'agglomération (%)	Arrondissements (sous-préfectures)	Cantons
Guadeloupe	32	6	33,3	66,7	2 (1)	40
St-Martin	-*	0	-	-	0	0
St-Barthélemy	-*	0	-	-	0	0
Martinique	34	3	0	100	4 (3)	45
Guyane	22	4	75	25	2 (1)	19
La Réunion	24	5	0	100	4 (3)	49
Mayotte	17	0	0	0	0	19
Polynésie Fr.	48	2	100	0	0** (2)	0
N-Calédonie	33	0	-	-	0*** (3)	0
Wallis & Futuna	0	0	-	-	0**** (1)	0
St-P-Miquelon	2	0	-	-	0	0
Métropole	36 552	2 127	89,2	9,8	322 (222)	3 880
France, périmètre INSEE (métropole + DOM)	36 681	2 145	88,7	10,3	334 (230)	4 052
France entière	36 764	2 147	88,7	10,3	334 (236)	4 052
5 DOM	129	18	17,1	82,9	12 (8)	172
6 COM	83	2	100 (NS)	100 (NS)	0 (6)	0
Outre-mer (11 DCOM)	212	20	NS	NS	12 (14)	172
DOM / FR (INSEE)	0,35 %	0,84 %	-	-	3,59 % (3,48 %)	4,24 %
DCOM / FR entière	0,58 %	0,93 %	-	-	NS (5,93 %)	NS

Sources : INSEE, DGCL (Août 2014). Suppression de huit arrondissements en métropole : cf. décrets n°2014-1720 et 2014-1721 du 29 Décembre 2014. NS : non significatif.

* Depuis l'entrée en vigueur de la loi n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer, une collectivité territoriale unique a été substituée, sur le territoire de l'île de Saint-Barthélemy, à la commune de Saint-Barthélemy, rattachée alors au département et à la région d'outre-mer de la Guadeloupe. Il en est de même sur le territoire de la partie française de l'île de Saint-Martin. Saint-Barthélemy et Saint-Martin continuent néanmoins d'être parfois comptés, dans les statistiques, comme deux communes.

** Cinq subdivisions. Deux d'entre elles (Iles sous-le-Vent et Marquises) disposent d'une « sous-préfecture » *in situ*.

*** Une implantation par province

**** Un délégué du gouvernement à Futuna, sous-préfecture *de facto*.

Tableau n°3b : Le cadre électoral dans les DCOM

2012-2015	Nombre d'élus territoriaux (dont conseillers régionaux), 2014	Nombre de députés, 2015	Nombre de sénateurs, 2015	Nombre de députés européens, 2015	Nombre de membres du CESE, 2014	Inscrits sur les listes électorales, 2012 (élection présidentielle, 2 nd Tour)
Guadeloupe	81 (41)	4	3	1	1	298 169
St-Martin	23	1*	#1		1	22 686**
St-Barthélemy	19		#1		1	
Martinique	86 (41)	4	2		1	302 712
Guyane	50 (31)	2	#2		1	77 089
St-P-Miquelon	19	1	1		1	4 922
La Réunion	94 (45)	7	4	1	1	578 409
Mayotte	19	2	2		1	77 544
Polynésie Fr.	57	3	#2	1	1	186 938
N-Calédonie	54	2	2		1	165 338
Wallis & Futuna	20	1	#1		1	8 942
Métropole	5 602 (1 722)	539**	315**	71	222	43 264 979
France, périmètre INSEE (métropole + DOM)	5 932 (1 880)	569	326	73 (RUP)***	227	44 598 902
France entière	6 124 (1 880)	577	348	74	233	46 066 307
5 DOM	330 (172)	19	13	3	5	1 333 923
6 COM	192	8	8		6	388 826
Outre-mer (11 DCOM)	522 (172)	27	21		11	1 722 749
DOM / FR (INSEE)	5,56 % (9,15 %)	3,33 %	3,99 %	NS	2,20 %	2,99 %
DCOM / FR entière	8,52 %	4,68 %	6,03 %	4,05 %	4,72 %	3,74 %

Sources: INSEE (limites des communes au 1^{er} janvier 2013), DGCL (Août 2014), Le Trombinoscope 2013-2014, Site du ministère de l'Intérieur (www.interieur.gouv.fr) pour le nombre d'inscrits (y compris Français de l'étranger pour le total). NS : non significatif. # : territoires concernés par le renouvellement sénatorial du 28 Septembre 2014 (outre-mer : 7 sénateurs sur un total de 178).

* Circonscription électorale unique (2012).

** Hors députés (11) et sénateurs (12) représentant les Français à l'étranger. En 2012, 1 078 579 inscrits sur les listes des Français à l'étranger.

*** Régions Ultrapériphériques (RIP) : Zone Atlantique (hors Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon) et Zone Océan Indien ; PTOM : Zone Pacifique.

Rappel : les DCOM représentent 4,06 % de la population française en 2013 (cf. infra, Tableau n°5). Lors du second tour de la Présidentielle de 2012, les DCOM ont représenté : 3,74 % des inscrits (1,72 million sur 46,07 millions) ; 3 % des suffrages exprimés (1,045 million sur 34,861 millions) ; et 25,1 % de l'écart entre les deux finalistes : soit 285 973 suffrages exprimés sur 1 139 983 (rappel : au niveau national, 18 millions pour François HOLLANDE et 16,861 millions pour Nicolas SARKOZY ; Outre-mer : 665 300 suffrages exprimés pour F. HOLLANDE et 379 327 pour N. SARKOZY).

Tableau n°4 : Natalité et fécondité dans les DCOM

2012-2013	Nombre de naissances (nés vivants), 2002	Nombre de naissances (nés vivants), 2011	Nombre de naissances (nés vivants), 2012	Nombre de naissances (nés vivants), 2013	Accroissement naturel, 2012	Taux de natalité, 2012 (pour 1000)	Indice synthétique de fécondité, 2012 (enfants/femme)
Guadeloupe	6 110	5 384	5 233	5 069	+ 2 360	12,9	2,18
St-Martin	830	812	ND	ND	+ 672 (2011)	26,3**	ND (e : 2,2)
St-Barthélemy	92	75	ND	ND	+ 42 (2011)	12,7**	ND (e : 2)
Martinique	5 391	4 475	4 458	4 128	+ 1 642	11,5	1,94
Guyane	5 276	6 259	6 609	6 474	+ 5 820	28,2	3,50
La Réunion	14 261	14 124	14 288	14 002	+ 10 121	17,1	2,40
Mayotte	6 415	6 852	6 736	6 644	+ 5 950**	30,5	4,1
Polynésie Fr.	4 758	4 375	4 295	4 200	+ 2 936	16	2
N-Calédonie	4 194	4 119	4 389	e : 4 200	+ 3 067	17	2,17 (2010)
Wallis & Futuna	220	195	176	132	+ 98	14,2***	2,1***
St-P-Miquelon	71	56	54	59	+ 15	ND (e : 12)	ND (e : 1,8)
Métropole	761 630	792 996	788 603	781 621	+ 231 320	12,4	2,00
France, périmètre INSEE (métropole + DOM)*	799 083 792 668*	830 090 823 238*	825 927 819 191*	817 938 811 294*	+ 257 213 + 251 263*	12,6	2,01*
France entière	809 308	839 722	835 728	827 416	+ 264 043	12,6	2,02
5 DOM	37 453 31 038*	37 094 30 242*	37 324 30 588*	36 317 29 673*	+ 25 893 + 19 943*	17,9 16,3*	2,61 2,44*
6 COM	10 225	9 632	9 801	e : 9 478	+ 6 830	e : 16,9	e : 2,1
11 DCOM	47 678	46 726	47 125	45 795	+ 32 723	17,7	e : 2,5
DOM / FR (INSEE)	4,7 %	4,5 %	4,5 %	4,4 %	10,1 %	-	-
DCOM / FR entière	5,9 %	5,6 %	5,6 %	5,5 %	12,4 %	-	-

Sources: IEDOM-IEOM (Rapports annuels), INSEE (DOM, COM de l'Atlantique, Wallis et Futuna), ITSTAT (Polynésie française), ISEE (Nouvelle-Calédonie), Observatoire régional de la Santé de La Réunion (Tableau de bord d'avril 2014 sur Mayotte). ND : données non disponibles ; e : estimations. Hypothèse : naissances stables dans les deux COM de la Caraïbe en 2012 et 2013. Données encore provisoires pour 2013 (harmonisation des données locales entre naissances domiciliées et naissances enregistrées, respectivement 779 883 et 781 621 pour la métropole et 809 556 et 811 510 pour la France-INSEE hors Mayotte ; DOM : naissances domiciliées). Cf. INSEE, 03 Septembre 2014.

* Hors Mayotte.

** Moyenne 1999-2010 (source : IEDOM)

*** Moyenne 2008-2013 (source : INSEE, *INSEE-Première* n°1511, 28 août 2014)

Les DCOM représentent dès lors (2012):

- 5,6 % des naissances françaises ;
- 12,4 % de l'accroissement naturel français
- Pour 4,1 % de la population (4,9 % prévus en 2050) et 5,5 % des jeunes de moins de 20 ans, cf. *infra*

Tableau n°5 : Mouvement de la population dans les DCOM

2002-2040	Population, 1 ^{er} janvier 2002 (milliers hab.)	Population, 1 ^{er} janvier 2013 (milliers hab.)	Population, estimation 1 ^{er} janvier 2014 (milliers hab.)	Proportion de moins de 20 ans (%), 1 ^{er} janvier 2013	Tx. croissance annuel moyen de la population (%)	Projections Population, 2040
Guadeloupe	393	405,7	406,5	27,8	0,2 (2006-2013)	404 000
St-Martin	e : 31,5	39,3	40	36,7 (2010)	2,1 (1999-2010)	62 000 (2030) e : 68 000
St-Barthélemy	e : 7,4	9,4	9,5	20,2 (2010)	2,1 (1999-2010)	e : 15 000
Martinique	389,3	386,5	385	24,9	-0,4 (2006-2013)	423 000
Guyane	176,6	250,1	257	43,3	2,8 (2006-2013)	574 000
La Réunion	740,2	841	849	32,2	1 (2006-2013)	1 061 000
Mayotte	e : 157	214,7	221	54,4 (2012)	2,7 (2007-2012)	300 000 (2022) e : 425 000
Polynésie Fr.	241,4	269,1	270,5	34	0,6 (2007-2012)	320 000 (2027) e : 333 000
N-Calédonie	219,4	260 r : 260,3	264 r : 265,2	32,7	1,8 (2009-2014)	315 000 (2030) e : 330 000
Wallis & Futuna	14,8	12,2	12	37,7	-1,9 (2008-2013)	e : 11 000
St-P-Miquelon	6,3	6,1	6	24,3 (2010)	-0,3 (1999-2010)	e : 6 000
Métropole	59 685,9	63 659,6	63 928,6	24,4	0,5 (2006-2013)	70 734 000
France, périmètre INSEE*	61 542 61 385**	65 757,6 65 542,9**	66 041,9 65 820,9**	24,7	0,5*** (2006-2013)	73 621 000 73 195 781**
France entière	62 062,8	66 354	66 650,3	24,8	0,55	74 384 000
5 DOM	1 856,1 1 699,1**	2 098 1 883,3**	2 118,5 1 897,5**	33,6 31,2**	1 0,8** (2006-2013)	2 887 000 2 461 645**
6 COM	520,8	596,4	603,2	e : 33,8	1	763 000
11 DCOM****	2 376,9	2 694,4	2 721,7	e : 33,7	1	3 650 000
DOM / FR (INSEE)	3 %	3,2 %	3,2 %	4,3 %	-	3,9 %
DCOM / FR entière	3,83 %	4,06 %	4,08 %	5,5 %****	-	4,9 %

Sources: IEDOM-IEOM, INSEE, ITSTAT (Polynésie française), ISEE (Nouvelle-Calédonie). ND : données non disponibles ; e : estimations (pour les projections de la population : à partir des extrapolations de l'INED en 2050, cf. *Populations & Sociétés*, n°503, Septembre 2013). r : chiffres rectifiés en Nouvelle-Calédonie (prise en compte des résultats du RGP de Septembre 2014 : 268 767 hab.).

* Métropole + DOM (à périmètre constant 2014).

** Métropole + DOM hors Mayotte. 16,12 millions de moins de 20 ans hors Mayotte début 2013 (15,53 millions en métropole ; 588 200 dans les 4 DOM).

*** Hors TAAF et Terre Adélie.

**** Soit 906 700 jeunes de moins de 20 ans (DOM : 705 300 ; COM : 201 400) sur 16 440 500 au niveau national.

Tableau n°5a : Répartition nationale des populations ultra-marines

2013, en %	Répartition 4 DOM	Répartition DOM	Répartition COM	Répartition Outre-mer	Répartition France INSEE	Répartition France
Guadeloupe	21,5	19,3	-	15,1	0,62	0,61
St-Martin	-	-	6,6	1,5	-	0,06
St-Barthélemy	-	-	1,6	0,3	-	0,014
Martinique	20,5	18,4	-	14,3	0,59	0,58
Guyane	13,3	11,9	-	9,3	0,38	0,38
La Réunion	44,7	40,1	-	31,2	1,28	1,27
Mayotte	-	10,3	-	8	0,33	0,32
Polynésie Fr.	-	-	45,1	10	-	0,41
N-Calédonie	-	-	43,6	9,7	-	0,39
Wallis & Futuna	-	-	2	0,5	-	0,018
St-P-Miquelon	-	-	1	0,2	-	0,009
Métropole	-	-	-	-	96,81	95,94
4 DOM	100	89,8	-	69,9	2,86	2,84
5 DOM	-	100	-	77,9	3,19	3,16
6 COM	-	-	100	22,1	-	0,90
11 DCOM	-	-	-	100	-	4,06
France, périmètre INSEE**	-	-	-	-	100	99,1
France entière	-	-	-	-	-	100

Source : cf. Tableau *supra*, chiffres arrondis.

Tableau n°6a : Evolution récente des Produits Intérieurs Bruts dans les DCOM

PIB en valeur (base 2005), 2005-2012, en Mds. € courants	PIB 2005	PIB 2009	PIB 2010	PIB 2011	PIB 2012	PIB 2013***	Réparation (%), 2012	Réparation (%), 2012
Guadeloupe	7,39	7,35	7,66	7,87	8,03	8,10	0,39	0,4
St-Martin	ND*	ND	0,54	e : 0,6	e : 0,65	e : 0,7	-	0,05
St-Barthélemy	ND*	ND	0,32	e : 0,4	e : 0,45	e : 0,5	-	
Martinique	7,21	7,84	8,19	8,29	8,35	8,53	0,41	0,4
Guyane	2,58	3,30	3,42	3,64	3,81	3,92	0,19	0,2
La Réunion	11,92	14,98	14,90 15,24 (r)	16,22 15,70 (r)	16,32 16,08 (r)	16,29	0,80	0,8
Mayotte	0,91	1,37	e : 1,5	1,58	e : 1,63	e : 1,8	-	0,1
Polynésie Fr.	4,39	4,72	4,59	e : 4,8	e : 4,9	e : 5,1	-	0,2
N-Calédonie	5,01	6,24	6,84	7,04	7,17	e : 7,5	-	0,4
Wallis & Futuna	0,15	e : 0,18	e : 0,19	e : 0,20	e : 0,2	e : 0,2	-	0
St-P-Miquelon	0,16 (2004)	0,17 (2008)	e : 0,18	e : 0,19	e : 0,2	e : 0,2	-	0
Métropole	1 688,95	1 852,30	1 902,55	1 965,38	1 995,79	2 076,86	98,20	97,5
4 DOM	29,10	33,47	34,51	35,50	36,27	36,84	1,80	1,8
6 COM + Mayotte	11,40	13,63	e : 14,16	e : 14,81	e : 15,2	e : 16	-	0,7
11 DCOM	40,5	47,09	e : 48,67	e : 50,31	e : 51,47	e : 52,84	-	2,5
France, périmètre INSEE**	1 718,05	1 885,76	1 937,06	2000,88	2 032,06	2 113,7 ***	100**	99,3
France entière	1 729,45	1 899,39	1 951,22	2015,69	2 047,26	2 129,7	-	100
DCOM / France	2,34 %	2,48 %	2,49 %	2,50 %	2,51 %	2,48 % ***	-	-

Sources : INSEE pour les DOM et la France périmètre INSEE (Février 2014) pour les données 2009-2012 (Octobre 2014 pour le PIB 2011 de Mayotte), sauf La Réunion : IEDOM, rapport annuel 2013, Juillet 2014 (chiffres rectifiés : PIB de 2011 de 15,7 Mds. € contre 16,2 Mds. € selon l'estimation INSEE de Février 2014 et PIB de 2012 : 16,1 Mds. € contre 16,3 Mds. €) et INSEE (Novembre 2014) pour les comptes définitifs de 2010 ; CEROM-comptes rapides pour les données 2013 (encore provisoires) des DOM ; PIB France en 2013 (base 2010) : cf. *INSEE première* n°1499, Mai 2014 ; IEDOM (Septembre 2014) pour les données 2010 de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy ; IEDOM (Réunion) et INSEE (Antilles-Guyane et Mayotte) pour les données 2005 ; CEROM pour Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis et Futuna ; ISPF pour la Polynésie Française (données 2010 disponibles le 16 Septembre 2014) ; ISEE pour la Nouvelle-Calédonie. Cf. également Tableau n°7a, *infra*. ND : données non disponibles.

e : estimations ; r : chiffres rectifiés.

* 0,42 Md. € en 1999 à Saint-Martin et 0,18 Md. € en 1999 à Saint-Barthélemy. Soit 0,6 Md. € pour les « Iles du Nord » de la Guadeloupe (0,86 Md. € en 2010). Hypothèse : 1,2 Md. € en 2013.

** Inclusion de Mayotte dans le périmètre « France » de l'INSEE seulement à partir de mai 2014 (cf. nouvelles modalités de calcul du PIB en base 2010 : 1,2 Md. € estimés en 2010, ce qui paraît singulièrement sous-évalué : augmentation annuelle de 10,8 % du PIB en volume entre 2005 et 2009 et PIB estimé à 1,6 Md. € en 2011 !). Les quatre DOM « historiques » représentent 1,8 % du PIB de la France au sens périmètre INSEE (métropole + DOM) en 2012. Les cinq DOM représenteraient 1,9 % du PIB français.

*** Le passage en base 2010, à partir des données 2013 du PIB français, contribue à augmenter le PIB de 3,2 % grâce notamment à une comptabilisation plus fine des dépenses de R&D. Les comptes économiques des DOM étant encore établis en base 2005, la part de l'Outre-mer dans le total national diminue mécaniquement.

Tableau n°6b : Evolution des taux de croissance du PIB dans les DCOM

Taux de croissance du Produit Intérieur Brut en volume : euros constants (base 2005*), 2006-2014	Rappel : Moyenne 1998-2008	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Guadeloupe**	3,5	2,9	2,6	1,1	-4,8	2,7	1,3	0,6	0,7	
Guyane	4	6,4	4,1	3,4	3,6	2,5	4	3,3	2,9	
Martinique	2,5	2,8	0,9	-0,3	-6,5	4,6	1	0	-0,5	
La Réunion	4,8	3,5	4,4	3,1	-2,7	-0,2	1,2	0,7	0,7	p : 0,9
Mayotte****	7***	e : 5	e : 5,4	e : 3,6	e : 7,8	e : 6,1	e : 7,5	ND	ND	
N-Calédonie	3,5	5,7	4,2	0,6	2,3	3,9	3	2,2	ND	
Polynésie Fr.	1,7	0,9	1,7	0	-4,2	-2,5	ND	ND	ND	
France	2	2,5	2,3	-0,1	-3,1	1,7	2	0	0,2	p : 0,4

Sources : INSEE, ITSTAT, ISEE, CEROM (dernières données : Juillet 2014 pour le PIB 2013 de La Réunion, Octobre 2014 pour les PIB des DFA), IEDOM-IEOM (Rapports annuels). ND : données non disponibles ; e : estimations ; p : prévisions (PLF 2015 et NEXA pour La Réunion, Octobre 2014). Moyenne 1998-2008 : Calculs Département OMR de l'AFD (2013), sauf Mayotte.

* Suite au changement de base des comptes nationaux, passés au système européen de comptes (SEC) 2010, le 15 Mai 2014, le PIB français a été réévalué de 3,2 %. En base 2010, l'INSEE comptabilise par exemple en investissement les sommes que les agents économiques (entreprises privées, mais aussi organismes publics) dépensent pour la R&D, alors qu'elles étaient jusqu'à présent comptabilisées en consommations intermédiaires. Suite à ce relèvement du niveau du PIB, les taux de croissance en volume de la France entière se sont établis, en base 2010, à 2,4 % en 2007, à 0,2 % en 2008, à -2,9 % en 2009, à 2 % en 2010, à 2,1 % en 2011, à 0,3 % en 2012 et en 2013. Les PIB régionaux des DOM, pour leur part, étaient calculés en base 95 jusqu'en 2010 et en base 2005 depuis 2011. Les nouvelles données calées sur les nouveaux agrégats nationaux (SEC 2010) ne pourront être diffusés qu'au début de l'année 2015, compte tenu des délais nécessaires pour régionaliser ces agrégats. Pour autant, les évolutions régionales ne devraient pas être remises sensiblement en cause par le passage à la base 2010.

** Hors Saint-Martin et Saint-Barthélemy depuis 2010.

*** Estimation 2001-2009. Croissance du PIB de 10,3 % en valeur en moyenne sur 2001-2005 et de 10,8 % en moyenne sur 2005-2009 (sources : CEROM et INSEE). Hypothèse d'une moyenne d'inflation de 3,6 % sur la période.

**** Estimation de + 8,7 % par an en moyenne en valeur entre 2005 et 2011 (source INSEE, Octobre 2014). Calcul de la croissance en volume en prenant en compte cette moyenne, déflatée du niveau des prix à la consommation : 3,7 % en 2006, 3,3 % en 2007, 5,1 % en 2008, 0,9 % en 2009, 2,6 % en 2010 et 1,2 % en 2011 (source : IEDOM). La hausse du PIB pour l'année 2011 doit être inférieure à la moyenne constatée entre 2005 et 2011 (impact des grèves).

Tableau n°7a : Comparaison récente DCOM / métropole en matière de PIB / habitant

PIB (en valeur, base 2005) : agrégat par habitant, 2012	En euros	En % du niveau métropolitain : 31 420 € en 2012*	Temps de rattrapage nécessaire pour atteindre le niveau métropolitain (années)
<i>Ile de France</i>	51 250	163,1	**
<i>St-Barthélemy (2010)</i>	35 700	118,1	**
<i>St-P-et-Miquelon (2008)</i>	28 327	92,9	6
<i>Nouvelle-Calédonie</i>	27 787	88,4	11
<i>Corse</i>	25 523	74,9	ND
<i>Limousin</i>	23 354	74,3	ND
<i>Martinique</i>	21 527	68,5	14
<i>Guadeloupe</i>	19 810	63	17
<i>La Réunion</i>	19 477	62	15
4 DOM	19 439	61,9	e : 20
<i>Polynésie Fr. (2010)</i>	17 347	57,4	18
<i>Guyane</i>	15 416	49,1	19
<i>Saint-Martin (2010)</i>	14 700	48,6	e : 20
<i>Wallis et Futuna (2005)</i>	10 100	36,6	20
<i>Mayotte (2011)</i>	7 896	25,7	33 (2009)

Sources : ISEE, CEROM, Comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2012, Juin 2014 ; ISPF, d'après Points forts n°4 (Février 2014) pour la Polynésie ; site INSEE (février 2014) pour les quatre DOM historiques et la métropole ; INSEE Mayotte (Octobre 2014) pour le PIB mahorais de 2011 ; IEDOM, Note Express n°135 (janvier 2012) pour SPM ; CEROM (avril 2008) pour Wallis et Futuna ; IEDOM (Rapport annuel 2013, Sept. 2014) et CEROM (Octobre 2014) pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Temps de rattrapage : CREFOM (Octobre 2014) ; hypothèses : progression du PIB par habitant supérieure 1 pt à celui de la métropole en Nouvelle-Calédonie et à SPM, de 2,5 pts aux Antilles et en PF, de 3 pts à La Réunion, de 3,5 pts en Guyane et de 4,5 pts à Mayotte et à WF.

* PIB/hab. en métropole (en base 2005 : source : INSEE, Février 2014) : 30 747 € en 2011 ; 30 239 € en 2010 ; 29 582 € en 2009 ; 30 485 € en 2008 ; 27 606 € en 2005.

** Niveau supérieur à la moyenne hexagonale.

Tableau n°7b : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DOM et en métropole

PIB (en valeur, base 2005) : agrégat par habitant, 2008-2012, en € courants	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008-2012 (%)
<i>Corse</i>	23 922	24 446	24 787	25 046	25 523	+ 6,7
<i>Limousin</i>	23 166	22 727	22 429	23 139	23 354	+ 0,8
<i>Martinique</i>	20 155	19 821	20 828	21 213	21 527	+ 6,8
<i>Guadeloupe</i>	18 443	18 260	18 967	19 427	19 810	+ 7,4
<i>La Réunion</i>	18 942	18 299	18 061	19 503	19 477	+ 2,8
<i>Guyane</i>	14 195	14 530	14 640	15 113	15 416	+ 8,6
4 DOM	18 521	18 153	18 415	19 279	19 439	+ 5
DOM /métropole	60,7 %	61,4 %	60,9 %	62 %	61,9 %	+ 1,2 pt
DOM / Limousin	79,9 %	79,9 %	82,1 %	83,3 %	83,2 %	+ 3,3 pts
<i>Mayotte</i>	ND	6 575	ND	7 896	ND	+ 20,1 (2009-2011)
<i>Métropole</i>	30 485	29 582	30 239	31 086	31 420	+ 3,07
France, périmètre INSEE*	30 143	29 255	29 900	30 747	31 076	+ 3,10

Sources : INSEE (Février 2014, et Octobre 2014 pour Mayotte).

* Métropole + DOM ; hors Mayotte (jusqu'en 2014).

Tableau n°7c : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DOM et dans les régions de l'Union européenne

PIB (en SPA) : agrégat par habitant, 2006- 2011, UE base 100*	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011, en € UE : 25 100	2011, SPA# UE : 25 100	Evoluti on 2006- 2011 en pts
Martinique	69,6	75,1	75,7	71,9	76,3	76,5	21 600	19 200	+ 6,9
Guadeloupe	67,1	76,3	68,5	66	62	76,5	21 600	19 200	+ 9,4
La Réunion	65	62,7	62,5	66,8	67,8	68,5	19 300	17 200	+ 2,8
Guyane	53,2	48,6	49,4	52,8	53,1	52,6	14 800	13 200	-0,6
4 DOM**	67,1	66,7	65,3	66	66,5	70,1	19 700	17 600	+ 3
Limousin	88,6	87,7	84,9	83,7	82	82,9	23 300	20 800	-5,7
FRANCE	108,4	108,5	106,4	108,2	108,2	109,2	30 700	27 400	+ 0,8
RUP des Açores	72,6	67,6	72,9	73,2	75,5	72,5	15 100	18 200	-0,1
RUP Canaries	93,2	92,8	90	89,4	84,9	82,1	19 300	20 600	-11,1
RUP de Madère	104,2	96,3	102,8	103	104,1	99,2	20 800	24 900	-5
Bulgarie***	38	37,7	43,4	42,5	43,7	46,6	5 200	11 700	+ 8,6
Roumanie	38,4	41,6	46,6	45,1	46,5	48,6	6 200	12 200	+ 10,2
Sicile	67,1	66	66,1	68,1	66,1	64,9	16 600	16 300	-2,2
Pologne	51,9	54,4	56,2	57,1	62,4	65,3	9 600	16 400	+ 13,4
Lituanie	55,3	59,2	61	58,6	60,8	67,3	10 200	16 900	+ 12
Hongrie	62,9	62,6	64,5	63,4	64,9	67,3	9 900	16 900	+ 4,4
Estonie	65,8	68,8	67,7	67,7	63,3	69,3	12 100	17 400	+ 3,5
Slovaquie	63,3	67,7	72,1	71	73,1	75,3	12 800	18 900	+ 12
Portugal	78,5	75,6	77,7	78,9	80,4	76,9	16 100	19 300	-1,6
Sardaigne	79,3	78,4	78,5	79,1	77,6	76,9	19 700	19 300	-2,7
Irlande du Nord	96,2	92,8	90,8	86,4	85,7	78,5	21 000	19 700	-17,7
Grèce	93,2	92,8	93,6	92,3	87,3	79,7	18 500	20 000	-13,5
Rép. Tchèque	76,8	80,1	80,5	81	79,6	80,9	14 800	20 300	+ 4,1
Espagne	104,2	105	103,2	103,9	99,2	96,4	22 700	24 200	-7,8

Sources : EUROSTAT ; dernières données : communiqué de presse n°29/2014 du 27 février 2014 pour les données relatives à 2011.

Le SPA (standard de pouvoir d'achat) est une monnaie artificielle qui prend en compte les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Cette unité permet de comparer des indicateurs économiques en volume entre les pays. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives. Pour le passage en SPA, EUROSTAT a multiplié les PIB des RUP françaises par 0,89 pour les données de 2011 (à l'inverse : multiplication par 1,20 pour les RUP portugaises et 1,07 pour la RUP espagnole des Canaries).

* PIB/hab en SPA pour l'ensemble des 272 régions de l'UE (UE 27 pour les données 2006-2010 ; UE 28 en 2011) : 23 700 en 2006, 24 900 en 2007, 25 100 en 2008, 24 500 en 2009, 24 500 en 2010, 25 100 en 2011.

** PIB 2011 : 36,84 Mds. € selon EUROSTAT. A titre de comparaison : Sardaigne : 33,08 Mds. €, région Basse-Normandie : 35,14 Mds. €, Slovaquie : 36,15 Mds. €, Bulgarie : 38,51 Mds. €, Irlande du Nord : 37,81 Mds. €, Canaries : 40,72 Mds. €. Le PIB de La Réunion (16,09 Mds. €) est comparable à celui de l'Estonie (16,22 Mds. €) et de Chypre (17,98 Mds. €) ; celui de la Martinique (8,73 Mds. €) est comparable à la somme du PIB des deux RUP portugaises (Açores : 3,71 Mds. € ; Madère : 5,14 Mds. €).

*** Région de Severozapaden (la plus pauvre d'Europe comptabilisée par EUROSTAT) : 3 200 € par hab. et 7 200 en SPA (28,7 % de la moyenne de l'UE 28 en 2011, contre 26,2 % en 2006). Estimations pour Mayotte en 2011 : 7 900 € par habitant et 7 035 SPA, soit 28 % de la moyenne UE 28. Pour mémoire, région Ile de France : 45 600 SPA (181,7 % moyenne UE) et région Inner London : 80 400 SPA (320,3 % moyenne UE). Au sein de la France, le ratio entre la région la plus riche (IDF) et la plus pauvre (Guyane) est de 3,4 ; au Royaume-Uni, il est de 5 (Italie : 2,3 ; Allemagne : 2,4).

Tableau n°8a : L'inflation dans les DCOM

Taux d'inflation en moyenne annuelle, en %, 2006-2013	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Guadeloupe	2,1	1,3	2,2	0,2	2,8	2,6	1,9	0,9
Martinique	2,8	2,4	2,8	-0,4	1,6	2,6	1,5	1,3
Guyane	2,1	3,4	3,5	0,7	0,2	2,1	1,5	1,4
La Réunion	2,6	1,4	2,9	0,5	1,5	2,5	0,9	1,4
Mayotte	1,4	2,8	5,4	2,7	1,4	3,3	1,4	1,3
St-P-Miquelon	5,7	0,8	6,1	- 0,9	3,3	4,5	3,2	1,6*
Polynésie Fr.	2,7	2	3,2	0,1	1,3	1,9	1,2	1,5
N-Calédonie	2,9	1	3	0,9	2,7	2,4	1,8	1,3
Wallis & Futuna	2,5*	0,4*	2,7*	- 0,1	3,3	3,6	5	2,1
France	1,6	1,5	2,8	0,1	1,5	2,1	2	0,9

Sources : INSEE pour Métropole + Guadeloupe + Guyane + Martinique + Réunion (France au sens INSEE) ; IEDOM pour Mayotte et SPM ; ISPF et IEOM pour Polynésie Française ; ISEE pour Nouvelle-Calédonie ; IEOM pour Wallis et Futuna. Données non disponibles pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

* Données disponibles seulement en glissement annuel.

Tableau n°8b : Evolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) dans les DCOM

IPC, en glissement annuel –Base 100 : Décembre 1998, 2007-2014 (taux, en %, 2009-2014)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2013 Alimentation	2014 (Oct*-Nov)
Guadeloupe	117,5	119,4	120,4 (0,8 %)	124,4 (3,3 %)	126,7 (1,8 %)	129,4 (2,1 %)	129,3 (-0,1 %)	134,5 (0,8 %)	129,1 (0,5 %)
Martinique	120,2	121,2	122 (0,6 %)	124,1 (1,7 %)	126,5 (2 %)	129,1 (2 %)	130 (0,7 %)	141,8 (1,8 %)	130,6 (1,1 %)
Guyane	116	121,5	121,3 (-0,2 %)	121,8 (0,4 %)	124,6 (2,2 %)	126,3 (1,4 %)	127,6 (1 %)	135,6 (3,1 %)	127,8 (0,5 %)
La Réunion	119,3	122,7	123 (0,3 %)	125,7 (2,2 %)	128,4 (2,1 %)	129,6 (0,9 %)	130,6 (0,8 %)	134,5 (1,6 %)	129,8 (-0,3 %)
DOM	118,9	121,4	122	124,7	127,2	129,1	129,9	ND	ND
Mayotte (1)	103,3	108,5	109,5 (0,9 %)	112,4 (2,6 %)	113,8 (1,2 %)	117 (2,8 %)	117,4 (0,3 %)	134,1 (1,8 %)	118,1 (0,9 %)
St-P-Miquelon	135	142,7	141,7 (-0,8 %)	148 (4,5 %)	153,3 (3,6 %)	160,3 (4,4 %)	162,9 (1,6 %)	151,8 (2,7 %)	163,2* (0,5 %)
Polynésie Fr. (2)	100	103,4	102,6 (-0,8 %)	104,4 (1,7 %)	106,3 (1,8 %)	107,6 (1,2 %)	108,7 (1,1 %)	117,5 (1,5 %)	107,8 (0,1 %)
N-Calédonie (3)	127,5	132,1	132,3 (0,2 %)	135,9 100 (2,7 %)	102,6 (2,6 %)	104,3 (1,6 %)	105 (0,7 %)	107,4 (2,3 %)	105,5 (0,7 %)
Wallis & Futuna (4)	ND	102,6	102	105,2 (3,2 %)	109,4 (4 %)	114,6 (4,7 %)	116,7 (1,8 %)	118,3 (-1,1 %)	115,6* (0,5 %)
France	117,7	118,9	120 (0,9 %)	122,1 (1,8 %)	125,1 (2,4 %)	126,8 (1,4 %)	127,6 (0,7 %)	132,2 (0,4 %)	127,6 (0,3 %)

Sources : IEDOM et IEOM pour les données 2007-2013. Pour 2014 : INSEE (DOM), ISPF (PF), IEDOM (SPM), IEOM (WF), ISEE (NC).

(1) Base 100 : Décembre 2006

(2) Base 100 : Décembre 2007

(3) Base 100 : Décembre 1992 puis Décembre 2010

(4) Base 100 : Juin 2008

Tableau n°9 : Caractéristiques récentes du chômage dans les DOM ; Evolution comparée du nombre total de chômeurs

Nombre de demandeurs d'emploi en France*, 2009-2014, Cat. A + B + C + D + E, Données brutes**	4 DOM	France*, périmètre INSEE	DOM / France (en %)
Fin avril 2009	231 800	4 212 700	5,5
Fin décembre 2009	252 800	4 688 800	5,4
Fin décembre 2010	277 700	4 973 200	5,6
Fin décembre 2011	291 000	5 206 100	5,6
Fin décembre 2012	308 400	5 615 000	5,5
Fin décembre 2013	323 000	5 961 600	5,4
Fin novembre 2014***	333 300	6 281 600	5,3
Evolution : Avril 2009 - Novembre 2014	+ 43,8 % (+ 101 500)	+ 49,1 % (+ 2 068 600)	-

Source : DARES (mai 2009-décembre 2014).

* Champ : Métropole + DOM (périmètre 2005) :

- Y compris COM (de droit social commun) de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, rattachées à la DIECCTE de Guadeloupe :

_pour St-Martin : 4 301 chômeurs de catégorie A fin 2013 et 4 865 demandeurs d'emploi toutes catégories confondues ;

_pour St-Barthélemy, 330 chômeurs de catégorie A fin 2013.

- Hors Mayotte : 9 829 demandeurs d'emploi en Octobre 2014 (cat. A : 9 326) et estimation de 30 000 à 40 000 chômeurs toutes catégories confondues : 19 122 chômeurs au sens du recensement de 2012 ; 39 400 personnes sans emploi souhaitant travailler selon l'EE du 2^{ème} Trimestre 2013, dont 9 500 chômeurs au sens du BIT) ;

- Hors Saint-Pierre-et-Miquelon : 368 demandeurs d'emploi toutes catégories en Juin 2014 (201 chômeurs de catégorie A) ;

- Hors COM à droit social autonome :

_Polynésie française : 30 000 chômeurs estimés actuellement d'après les données RGP de 2012 [25 000 chômeurs au sens du recensement] ; 12 300 demandeurs d'emploi recensés au 3^e T. 2014 ;

_Nouvelle-Calédonie : 6 564 demandeurs d'emploi fin Août 2014, soit une hausse de 9,2 % en un an (près de 15 000 chômeurs estimés) ;

_Wallis et Futuna : 600 chômeurs estimés en 2014 (530 demandeurs d'emploi au RGP de Juillet 2013).

Soit près de 85 000 chômeurs supplémentaires en prenant en compte les COM, portant le nombre total de demandeurs d'emploi en France à plus de 6,35 millions, dont près de 420 000 Outre-mer.

** Données corrigées des variations saisonnières (CVS – CJO) : 6 172 500 demandeurs d'emplois toutes catégories confondues au 30 Novembre 2014, en hausse de 5,3 % sur un an (métropole : 5 840 700 ; 4 DOM « historiques » : 331 800).

*** Dernières données disponibles (au 24 Décembre 2014).

Tableau n°9a : Evolution du taux de chômage dans les DOM, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE* et du recensement, et nombre de chômeurs par conseiller de Pôle emploi

Taux de chômage, EE, 2 ^{ème} T, 2002-2013, en % pop. active	2002	2007	2008 (1)	2009 (2)	2010	2011 (3)	2012 (4)	2013 (p) (5)	Nombre de demandeurs d'emploi par conseiller, mi 2014
Guadeloupe**	23,4	22,3	21,8	22,5	24,3	22,7	23,1****	26,1	118,2****
Guyane**	20,2	20,1	20,8	19,6	19,2	20,1	21,3	21,3	180,8
Martinique	20,6	20,3	21	21,7	21	20,7	20,9	22,8	111,6
La Réunion	27,6	23,9	24,1	26,8	28,3	28,8	28	29	207,6
4 DOM	24,2	22,4	22,6	24	24,9	24,8	24,7	25,5	165,1
Mayotte	ND	ND	ND	17,6	ND	ND	ND (4)	19,5	113,5
Métropole	7,5	7,7	7,1	8,7	8,9	8,8	9,4	9,9	115,8 (Fr entière : 117,2)
Hérault***	12,2	11,1	10,5	12,3	12,5	12,7	13,7	14,5	115,2***
Ratio DOM / métropole (Ratio Guyane / Hérault)	3,2 (1,7)	2,9 (1,8)	3,2 (2)	2,8 (1,6)	2,8 (1,5)	2,8 (1,6)	2,6 (1,6)	2,6 (1,4)	-

Source : INSEE (Juillet 2014 pour les données 2013). Pour la métropole : moyennes annuelles. ND : données non disponibles (les enquêtes emploi à Mayotte seront annuelles à partir de 2015, cf. arrêté du 27 mai 2014). (p) Données encore provisoires, susceptibles d'être modifiées en fonction des évolutions démographiques affectant le dénominateur. Ainsi, les taux de chômage précédemment disponibles pour l'EE de 2013 étaient de 25,5 % en Guadeloupe, de 20,7 % en Guyane, de 22,2 % en Martinique, et de 28,2 % à La Réunion. Nombre de chômeurs par conseiller de Pôle emploi (moyenne), cf. Pôle emploi, 28 Juillet 2014.

- (1) Wallis et Futuna : 12,8 % (périmètre : recensement général de la population, RGP) ;
- (2) Nouvelle-Calédonie : 13,8 % (RGP) ;
- (3) Saint-Barthélemy : 4,3 % (RGP) ; Saint-Pierre-et-Miquelon : 8,8 % (RGP) ; Saint-Martin : 30,5 % (RGP). Métropole : 12,3 % ; Hérault : 16,3 % ; Martinique : 26,4 % ; Guadeloupe : 29 % ; Guyane : 31,1 % ; La Réunion : 35,5 % ; ratio Guyane/Hérault : 1,9 sur ce périmètre « recensement » ;
- (4) Polynésie française : 21,8 % (RGP) ; Mayotte : 36,6 % (RGP) ;
- (5) Wallis et Futuna : 11,8 % (RGP).

* L'Enquête Emploi annuelle DOM (EE-DOM) existe depuis 1993 dans les DOM et depuis 2001 sous sa forme actuelle. C'est une enquête annuelle qui répond aux mêmes objectifs que l'enquête Emploi en continu, à savoir fournir des statistiques sur la situation des personnes sur le marché du travail : activité, chômage, emploi, inactivité, selon les concepts définis par le BIT : parmi les personnes qui ne sont pas classées dans la population active occupée, sont considérées comme chômeur au sens du bureau international du travail (BIT) les personnes disponibles de 15 ans et plus pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui, soit ont fait des démarches de recherche d'emploi dans le mois précédent, soit ont déjà trouvé un emploi commençant dans les trois mois suivant. Ainsi, l'EE-DOM fournit de nombreuses informations sur l'état du marché du travail dans les DOM (volume de la population active et du chômage, caractéristiques des personnes présentes sur le marché du travail et évolution d'une année sur l'autre), ainsi que sur la formation des jeunes arrivant sur le marché du travail. L'EE annuelle a lieu chaque année de mars à juin auprès des personnes de 15 ans ou plus vivant dans des résidences principales à caractère non collectif. Le champ de l'enquête est l'ensemble des logements dits « ordinaires », c'est-à-dire les résidences principales à caractère non collectif. L'ensemble des personnes de 15 ans et plus vivant dans ces logements est interrogé. Les ménages sont interrogés pendant trois ans. La première interrogation se déroule en face à face, les deux autres par téléphone. Compte tenu de l'extension de l'enquête emploi en continu dans les DOM, l'enquête annuelle de 2013 sera la dernière et aucune enquête complémentaire n'y est adossée cette année. Les données portent ici sur la population active de 15 ans et plus, et donc diffèrent légèrement des données sur la population des 15-64 ans, souvent utilisée (par exemple : taux de chômage des 15-64 ans supérieur de 0,2 points à celui des 15 ans et plus en Guyane et à Mayotte en 2013 ; supérieur de 0,1 point en Guadeloupe). Ces taux sont souvent modifiés ultérieurement lorsque les caractéristiques démographiques des DOM sont affinées par l'INSEE.

** Hors archipel des Saintes et La Désirade ; pour la Guyane, hors communes de l'intérieur (soit près de 10 % de la population).

*** Département métropolitain le plus touché par le chômage. Statistiques Pôle emploi : région Languedoc-Roussillon. Pour info : St-Pierre-et-Miquelon : 51,3 ; Corse : 100,2 ; IDF : 122,7 ; Nord-Pas-de-Calais : 133,6.

**** Saint-Martin : 24,4 % en 2012 (dernières statistiques disponibles sur ce périmètre). En 2014, 95,3 chômeurs par conseiller Pôle emploi (moyenne St-Martin / St-Barthélemy).

9b : Evolution du taux de chômage des 15-24 ans, au sens de l'Enquête emploi (EE) de l'INSEE, depuis le début de la crise des années 2000

Taux de chômage, EE, 2 ^{ème} T, 2006-2013, en % des actifs de 15-24 ans	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Guadeloupe	57,2	55,3	55,7	60	56,5	52,9	57,6	59,8
Guyane	49,5	41,3	42,8	39,6	45,1	47,8	50,4	44,8
Martinique	57,7	46,7	53,4	61	62,2	59,1	55,6	68,2
La Réunion	48	51	51	52,8	55,7	59,9	56,2	60,6
Métropole	21,8	19,4	18,1	23,5*	23,1	22,1**	23,1***	24,6****

Sources : INSEE (TER 2011 et 2014 pour La Réunion ; Antiane - Année Economique et Sociale 2008-2013 et INSEE-Premiers Résultats pour les DFA ; séries longues INSEE 1975-2013 pour la métropole (Données : Décembre 2013). Taux de 2011 à 2013 susceptibles de légères modifications en fonction des résultats des recensements de la population annuels (fixation des tranches d'âge).

* Mayotte (15-29 ans) : 26,4 % en 2009 et 37,4 % en 2013 ;

** Saint-Pierre-et-Miquelon : 36,2 % estimés en 2011.

*** Polynésie française : 57 % en 2012 (RGP : recensement général de la population) ; Mayotte : 36,6 % en 2012 (RGP).

**** Wallis et Futuna (15-24 ans) : 41,8 % en 2013 (RGP).

9c : Jeunesse et sous-emploi dans les DOM

2008-2012	Rappel : Part des enfants vivant dans une famille monoparentale parmi l'ensemble des enfants, (en %), 2011	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, (parmi l'ensemble des enfants, en %), 2008	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, (parmi l'ensemble des enfants, en %), 2010	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, (parmi l'ensemble des enfants, en %), 2011	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, (parmi les enfants vivant dans une famille monoparentale, en %), 2010	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, (parmi les enfants vivant dans une famille monoparentale, en %), 2011	Part des jeunes non insérés, (en %), 2010	Part des jeunes non insérés, (en %), 2011	Jeunes non diplômés accueillis par les missions locales ou les PAIO, (en % des 16-25 ans), 2012
Guadeloupe	46,2	31,6	32	32,4	54,9	55,5	38,3	39,3	4
Guyane	42,4	46,2	47,3	47,6	66,7	67,3	47,2	47,8	3,1
Martinique	48,6	27,7	28,8	29,2	50,2	50,1	35,2	36,7	4,2
La Réunion	33,6	36,4	37	37,9	67,3	67,9	44,7	45,3	4,1
Métropole	18,5**	9,3***	9,5***	9,9***	31,1****	31,5****	19,9*****	21,2*****	2,9
France (INSEE*)	19,3	10,3	10,5	10,9	33,4	33,8	20,6	21,9	3

Sources : INSEE (Août 2011 ; Septembre 2013 ; Octobre 2014 pour les données 2011-2012). Jeunes non insérés : population du lieu de résidence âgée de 18 à 25 ans qui n'a pas d'emploi et n'est ni étudiante, ni élève, ni stagiaire. PAIO : Permanences d'accueil, d'information et d'orientation.

Lecture du tableau : en 2011, 32,4 % des enfants guadeloupéens vivaient dans une famille dont les parents étaient ni en emploi, ni à la retraite ni étudiants. Cette proportion atteignait 55,5 % pour les enfants guadeloupéens vivant dans une famille mono-parentale.

* Hors Mayotte.

** Département des Pyrénées-Orientales : 27,3 %.

*** Département des Pyrénées-Orientales : 17,5 % en 2008, 18 % en 2010 et 18,9 % en 2011.

**** Département du Pas-de-Calais : 50,2 % en 2010 et 50 % en 2011.

***** Département des Ardennes : 30,7 % en 2010 et 32,5 % en 2011.

9d : Les demandes d'emploi en fin de mois dans les DOM (dernières données disponibles) et proportions du chômage de longue durée

Septembre 2014, en milliers de personnes, données brutes	Chômeurs Cat. A**	Variation sur un an, %	Chômeurs Cat. A + B + C**	Variation sur un an, %	Chômeurs [A + B + C], longue durée, inscrits depuis un an ou plus (en proportion des chômeurs)	Variation sur un an, %	Chômeurs longue durée rapportés à la pop. des 15-64 ans, déc. 2013, %	Chômeurs [A + B + C], de moins de 25 ans	Variation sur un an, %	Chômeurs Toutes catégories (A + B + C + D + E)**	Variation sur un an, %
Guadeloupe*	63,3	+2,7	70,4	+3,1	38,5 [54,7]	+4,7	13,6	9	-4,8	75,4	+4,9
Guyane	22,9	+5,9	24,9	+6,2	8,2 [33,1]	+10	4,9	4,1	-1,9	26,6	+7
Martinique	46	-0,9	54,2	+0,6	28,9 [53,3]	+4,9	11,2	7,5	-9,8	58,8	+1,6
La Réunion	136,2	+0,3	157	+1,5	88,4 [56,3]	+4,6	15,3	25,2	-3,3	174,2	+3,1
DOM**	268,4	+1,1	306,5	+2,1	164,1 [53,5]	+4,9	12,7	45,7	-4,6	335	+3,5
Métropole	3 435,7	+4,2	5 174,3	+5,8	2 219,2 [42,9]	+9,8	5,1	827,1	+1,3	5 806,6	+5,9
FR, périmètre INSEE***	3 704,1	+4	5 480,8	+5,5	2 383,3 [43,5]	+9,4	5,3	872,7	+1	6 141,6	+5,7
DOM / France périmètre INSEE	7,2 %	-0,2pt	5,6 %	-0,2 pt	6,9 %	-0,2 pt	ND	5,2 %	-0,3 pt	5,4 %	-0,2 pt

Source : DARES (Octobre 2014) ; DIECCTE pour chaque DOM (chômeurs toutes catégories). INSEE (Octobre 2014 ; données de Mars 2014) pour les demandeurs d'emploi de longue durée rapportés à la population d'âge actif.

* Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (rattachées à la DIECCTE de Guadeloupe).

**

- La plupart des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A + B + C) : certains sont sans emploi, d'autres travaillent. Fin Septembre 2014, en France métropolitaine, 5 128 200 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (5 431 500 chômeurs en France, y compris 303 300 chômeurs des DOM en données CVS-CJO ; 5 480 800 en données brutes, dont 306 500 dans les DOM), dont (i) 3 432 500 étaient sans emploi (catégorie A : 3 696 900 y compris DOM en CVS-CJO ; 3 704 100 en données brutes) et (ii) 1 695 700 exerçaient une activité réduite, courte (78 heures ou moins dans le mois, catégorie B : 677 700) ou longue (plus de 78 heures dans le mois, catégorie C : 1 018 000).
- Certaines personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (672 700 en métropole fin Juin 2014 en données CVS-CJO). Elles sont soit sans emploi et non immédiatement disponibles, par exemple en formation (catégorie D : 278 100), soit pourvues d'un emploi mais dont elles sont *de facto* insatisfaites (catégorie E : 394 600).
- Total des demandeurs d'emploi en CVS-CJO : 6 134 200, dont 333 300 dans les DOM.

*** Hors Mayotte. Soit 2,9 % de la population de l'aggrégat [métropole + 4 DOM].

9e : Le halo du chômage* dans les DOM en 2013 (EE)

Halo du chômage, Enquête emploi, 2 ^{ème} T 2013	Nombre de personnes (15 ans et plus)	En % des 15 ans ou plus sur le marché de l'emploi
Guadeloupe	15 900	4,9
Guyane	16 700	11,8
Martinique	17 800	5,6
La Réunion	42 000	6,5
Mayotte	29 900	24,6
Métropole	1 277 000	2,5

Source : INSEE (Juillet 2014)

* : Le BIT fournit une définition stricte du chômage, mais qui ignore certaines interactions qu'il peut y avoir avec l'emploi (travail occasionnel, sous-emploi) ou avec l'inactivité. En effet, certaines personnes souhaitent travailler mais sont considérées comme inactives, (i) soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), (ii) soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces inactifs qui souhaitent travailler forment le halo autour du chômage. À Mayotte, les inactifs du halo sont trois fois plus nombreux que les chômeurs BIT. L'hypertrophie du halo comparativement au chômage BIT est exceptionnelle à Mayotte. Ailleurs en France, que ce soit en métropole ou dans les autres DOM, les chômeurs BIT sont toujours plus nombreux que les inactifs souhaitant travailler.

Tableaux n°10 : Les minima sociaux Outre-mer

10a : Evolution comparée du nombre d'allocataires des minima sociaux dans les DOM

Allocataires des minima sociaux, 2007-2012	DOM*	France*, périmètre INSEE	DOM / France
Fin décembre 2007	305 725	3 334 500	9,2 %
Fin décembre 2008	299 000	3 297 500	9,1 %
Fin décembre 2009	302 800	3 502 561	8,6 %
Fin décembre 2010	309 800	3 590 400	8,6 %
Fin décembre 2011	316 700	3 675 200	8,6 %
Fin décembre 2012	331 000	3 837 100	8,6 %
Evolution : 2007-2012	+ 25 275 (+ 8,3 %)	+ 502 600 (+ 15,1 %)	-0,5 pt

Sources : DREES, Etudes et résultats : n° 727, Mai 2010 (pour les chiffres de 2007 et de 2008) ; n°756, Mars 2011 ; n°801, Mars 2012 ; n°844, Juin 2013 ; n°883, Juin 2014 (pour les chiffres de 2012).

* Hors Mayotte jusqu'en 2012.

10b : Evolution comparée du nombre de foyers bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

Nombre de foyers bénéficiaires au titre du RSA, Juin 2011- Juin 2014	Juin 2011	Décembre 2013	Juin 2014	Juin 2014, part du RSA socle (%)	Ratio foyers RSA / population*, % 2013	Ratio, foyers RSA pour 1000 personnes de 25 à 64 ans, 2013	Evolution RSA, juin 2011- juin 2014, en %	Evolution RSA, décembre 2013-juin 2014, en %
Guadeloupe	39 663	46 553	47 766	82,6	11,4	233	+ 20,4	+ 2,6
Saint-Barthélemy	43	73	79	81	0,8	e : 13	+ 83,7	+ 8,2
Saint-Martin	2 080	3 193	3 241	80,8	8	e : 166	+ 55,8	+ 1,5
Guyane	17 378	21 374	21 744	85,5	8,3	190	+ 25,1	+ 1,7
Martinique	37 783	44 011	44 955	78,5	11,4	217	+ 19	+ 2,1
Mayotte	-**	3 835	4 555	88,7	1,7	e : 49	NS***	+ 18,8
La Réunion	94 485	110 267	114 117	77,5	13	255	+ 20,8	+ 3,5
St-P-Miquelon	32	41	41	ND	0,7	e : 12	+ 28,1	0
Métropole	1 831 680	2 066 716	2 127 110	65,3	3,2	64****	+ 16,1	+ 2,9
Outre-mer, droit social national**	191 464	229 347	236 498	79,7	10,5	211****	+ 23,5	+ 3,1
France hors du Pacifique	2 023 144	2 296 063	2 363 608	66,7	3,5	70	+ 16,8	+ 2,9

Source : CNAF (pour le nombre de bénéficiaires), IEDOM (pour St Pierre et Miquelon), INSEE (Juillet 2014). e : estimations, RGP de 2011 dans les COM de l'Atlantique, et RGP de 2012 à Mayotte. ND = données non disponibles. NS = non significatif. RSA : RSA socle (1 577 726 foyers bénéficiaires en Juin 2014, dont 188 593 dans les DCOM hors SPM) + RSA activité.

* Population estimée au 1^{er} janvier 2014, cf. tableau n°5, *supra*.

** On rappellera que la politique sociale nationale s'applique (i) en métropole, (ii) dans les cinq DOM (partiellement à Mayotte : RSA mis en place en 2012 à 25 % du niveau national ; 37,5 % en 2013 ; 50 % en 2014), (iii) dans les COM de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et (iv) indirectement dans la COM de Saint-Pierre et Miquelon (DOM entre 1976 et 1985), soit 99,2 % de la population française (66,1 millions hab. sur 66,65 millions en 2013) et 2,17 millions de personnes outre-mer (soit 80 % de la population des DCOM). Les autres COM et la Nouvelle-Calédonie disposent d'une politique sociale déterminée localement, et moins généreuse (pas de minima sociaux, mais l'équivalent de la CMU depuis 1995 en Polynésie française ; pas d'indemnisation du chômage en Polynésie française et à Wallis et Futuna).

*** Mise en place du RSA à Mayotte en mars 2012 (1 127 foyers bénéficiaires à cette date), alors que ce minima social, instauré en Juin 2009 dans l'hexagone, a été étendu dans les quatre DOM « historiques » en Janvier 2011.

**** Région Nord-Pas-de-Calais : 104.

***** 4 DOM : 232 allocataires pour 1000 personnes de 25 à 64 ans.

10c : Les minima sociaux dans les DOM

2012-2013, au 31 Décembre	Bénéficiaires de la CMU de base, 2012	Bénéficiaires de la CMU complémentaire (CMU-c), 2012	Bénéficiaires de la CMU-c (en % de la population totale), 2012	Allocataires de l'APA, en % de la pop. de 75 ans ou plus, 2012	Allocataires du minimum vieillesse, en % de la population de 60 ans et plus, 2012	Allocataires de l'AAH, en % de la pop. de 20-64 ans, 2013	Allocataires de l'ASS, en % de la population de 15-64 ans, 2012	Allocataires du RSA socle, en % de la population de 15-64 ans, 2012
Guadeloupe	72 343	96 888	24,5	24,6	24,6	3,5	2,6	16,2
Guyane	55 215	74 399	31	17,2	18,9	1,3	0,7	11,5
Martinique	81 441	94 897	24,3	24,5	19,7	3	2,9	14,9
La Réunion	134 659	292 950	34,9	41	24	3,2	3,1	16,2
Mayotte	0	0	0	0	ND	e : 0,4	ND	e : 2,2
Métropole	1 878 274	3 857 456	6,2 (1)	20,5 (2)	3,2 (3)	2,7 (4)	0,9 (5)	3,7 (6)
France, périmètre INSEE*	2 221 931	4 416 590	6,8	20,6	3,6	2,7	1	4
5 DOM	343 657	559 134	e : 30*	e : 30,9*	e : 22,6*	e : 2,9	e : 2,6*	e : 14 e : 15,3*
DCOM / FR entière	15,5 %	12,7 %	-	ND	10,9 %**	3,2 %**	8 % **	9,9 %***

Sources : INSEE (Septembre 2013-Avril 2014-Octobre 2014), IEDOM et CNAF (AAH) pour Mayotte. CMU : couverture médicale universelle ; CMU-c : couverture médicale universelle complémentaire ; APA : allocation personnalisée à l'autonomie ; Minimum vieillesse : ASPA (allocation de solidarité aux personnes âgées) et ASV (allocation supplémentaire vieillesse) ; AAH : allocation adultes handicapés ; ASS : allocation de solidarité spécifique (chômeurs fin de droit) ; RSA socle : ex-RMI. **Rappel : Population des DOM = 3,2 % de la population française au sens de l'INSEE en incluant Mayotte ; 2,9 % de la population française au sens de l'INSEE hors Mayotte.**

* Hors Mayotte ; hors St-Martin, St-Barthélemy et St-Pierre et-Miquelon.

** Source : DREES, Etudes et résultats n°883, Juin 2014 : 61 700 allocataires pour le minimum vieillesse, 32 000 allocataires pour l'AAH et 32 800 allocataires pour l'ASS. **Actualisation AAH (décembre 2013, cf. site de la CNAF) : 32 306 allocataires dans les cinq DOM sur un total national de 988 160 = 3,3 %.**

*** Source : CNAF, RSA conjoncture n°1, Mars 2013, pour les données de 2012 : 212 000 foyers bénéficiaires sur 2 142 000. **Actualisation au 30 Juin 2014 (RSA conjoncture n°7, Septembre 2014) : 236 000 foyers bénéficiaires sur 2 364 000, soit 10 % du total national. RSA socle majoré – ex Allocation Parent Isolé, API : 37 000 allocataires dans les DOM sur 286 000, soit 12,9 % du total national (14,3 % fin 2012).**

- (1) Département de Seine-Saint-Denis : 11,9 %
- (2) Département de Haute-Corse : 32,3 %
- (3) Département de Corse du Sud : 11,2 %
- (4) Département de Lozère : 5,9 %
- (5) Département des Vosges : 1,7 %
- (6) Département de Seine-Saint-Denis : 7 %

10d : Le RSA dans les DOM depuis 2011

2011-2013, au 31 décembre	Population couverte, au sein de la population totale (%), 2011	Population couverte, au sein de la population totale (%), 2012	Population couverte, au sein de la population totale (%), 2013	Dépenses brutes de RSA par habitant, € 2012	Dépenses brutes de RSA par bénéficiaire, €, 2012
Guadeloupe	22,3	23,8	25,3	612	2 954
Guyane	23,3	24,4	25,8	425	2 056*
Martinique	19,2	20,4	21,8	514	2 842
La Réunion	28,8	29,5	31,4	644	2 547
Métropole	6,3	6,6	7 (1)	129 (2)	2 785 (3)
France, périmètre INSEE	6,8	7,1	7,6	142	2 765

Sources : INSEE (Octobre 2014). Population couverte et bénéficiaire : comprend ici les allocataires (cf. tableau *supra*), mais aussi les conjoints et les personnes à charge. RSA socle : ex-RMI ; RSA total : RSA socle + RSA activité.

* Dépense par bénéficiaire la plus faible de France hors Mayotte (données non disponibles pour ce département).

- (1) Département de Seine-Saint-Denis : 13,4 %
- (2) Département de Seine-Saint-Denis : 260 €
- (3) Département de Corse du Sud : 4 035 €

Tableau n°11a : Niveaux comparés des salaires minima dans l'ensemble des Outre-mer

SMIC-SMIG, au 1 ^{er} janvier 2015	Montant horaire brut, en euros	En % du niveau national
Métropole + Saint-Pierre-et-Miquelon (1979) + 4 DOM* (1996)	9,61 (1)	100
Nouvelle-Calédonie	7,54	78,5
Polynésie Française	7,58	78,9
Mayotte	7,26	75,5
Wallis et Futuna	4,46	46,4

Sources : INSEE, IEDOM, IEOM.

* Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (communes de la Guadeloupe jusqu'en 2007 ; maintien du droit social national après leur accession au statut de COM en 2007). Y compris COM de Saint-Pierre-et-Miquelon (DOM entre 1976 et 1985). Entre parenthèses, dates d'alignement sur le niveau métropolitain.

(1) SMIC brut : 1 457,52 €/mois (pour 151,67 heures de travail). SMIC net : 1 136 €/mois.

Tableau n°11b : Evolution comparée des salaires minima ultramarins par rapport au niveau hexagonal

Evolution SMIG/SMIC horaire brut, en % du niveau métropolitain, 1984-2014, au 31 décembre	Antilles*- Guyane	La Réunion	Mayotte**	Nouvelle- Calédonie	Polynésie française	Wallis et Futuna
1984	83,4	77,8	17,7	74,5	90,8	34,5
1994	89,4	89,4	38,2	66,6	78,2	49,8
2004	100	100	45,7	71,7	81,5	45,7
2010	100	100	71,4	73,8	81,3	46
2011	100	100	70	75,5	80,6	44,3
2012	100	100	72,7	79,1	78,8	45,4
2013	100	100	73,8	80	78,6	46,9
2014	100	100	74,6	79,1	79,6	46,8

Sources : INSEE pour le SMIC national (métropole + DOM + SPM ; depuis 1996) ; IEDOM-IEOM pour les autres collectivités.

* En 1951, le SMIG représentait 84 % du montant métropolitain aux Antilles-Guyane et 35,9 % à La Réunion (soit la proportion atteinte à Mayotte en 1993). En 1962, le SMIG des DFA atteignait 93,5 % de celui de la métropole, ce pourcentage s'élevant à 70,9 % pour La Réunion. Fait peu connu, en 1965, soit presque vingt ans après la départementalisation, le SMIG des DFA avait rattrapé une première fois le niveau métropolitain, tandis que celui de La Réunion progressait rapidement à 84 % de ce montant. Mais l'écart s'est à nouveau fortement creusé après la signature des accords de Grenelle en 1968, le SMIG métropolitain ayant progressé dans des proportions importantes (+ 40 % entre 1968 et 1969), tandis que l'équivalent dans les DOM était alors plus faiblement revalorisé (+ 16 %). Le SMIG des DFA a alors chuté à 81,6 % du niveau hexagonal (cette proportion ne recommencera à progresser qu'à partir de 1989) ; quant au SMIG réunionnais, il est tombé à 68,9 % du niveau métropolitain à l'issue des accords de Grenelle (il n'atteindra son niveau relatif de 1967...qu'en 1993). En 1992, le SMIC réunionnais rejoint le niveau des DFA. Le 1^{er} janvier 1996, le Président CHIRAC impose à son Gouvernement l'alignement complet du SMIC des DOM sur le SMIC métropolitain.

** Depuis 2007 et les accords signés par le Préfet et les partenaires sociaux pour fixer les paliers d'augmentation du SMIG, Mayotte est engagé dans un processus de rattrapage du SMIG par rapport au Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) national, instauré en 1970. L'accord du 2 février 2007, signé par les partenaires sociaux et le Préfet de Mayotte, est ainsi venu accélérer le processus de rattrapage et a fixé les paliers des augmentations pluriannuelles du SMIG, pour parvenir à 85 % du SMIC net de métropole au 1^{er} juillet 2010. Programmé initialement sur quinze ans, le gouvernement a annoncé à la fin de l'année 2011 sa volonté de ramener le SMIG mensuel net de Mayotte au niveau du SMIC national en 2015. Le 1^{er} janvier 2015, le SMIG mensuel brut a donc augmenté de 2,1 % ; il est désormais porté à 1 226,94 € pour 169 heures de travail (soit un montant horaire de 7,26 €, contre 7,11 € début 2014 et 6,96 € début 2013). Le SMIG brut mahorais mensuel représente donc désormais 84,2 % du SMIC national et le SMIG brut horaire représente 75,5 % du niveau national (cf. *supra*), un niveau comparable à ceux constatés en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française et à celui observé à La Réunion il y a trente ans. L'alignement est donc effectif en ce qui concerne le SMIG net mahorais mensuel (1 136 € début 2015, contre 1 114 € début 2014).

Tableau n°12a : L'apprentissage dans les DOM

Nombre d'apprentis sous tutelle des ministères de l'Education nationale et de l'Agriculture (16-25 ans), 2010-2014	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Apprentis parmi les 16-25 ans (en %), 2013	Niveau V (le plus bas), en % du total des apprentis, 2013	Centre de formations d'apprentis, au 1 ^{er} janvier 2013, pour 100 000 habitants	Réforme de l'apprentissage : Fraction du produit de la taxe d'apprentissage reversée aux Régions (1 ^{ere} LFR 2014), en M. € courants
Guadeloupe	1 558	1 465	1 693	3,5	63,4	1,5	25,6
Guyane	368	465	693	1,8	61	3,6	6,8
Martinique	1 586	1 523	1 599	3,6	38,1	0,8	28,3
La Réunion	3 809	4 126	4 392	3,6	49,7	3	41,3
Mayotte	e : 233	e : 211	267	e : 0,8	87,6	ND	0,3
DOM	7 321*	7 579*	8 644	e : 3,1 3,5*	55,5 51,8*	ND 2,3*	102,3
Métropole	392 337	399 482	397 361	5,2	45,5	2,7	1 441,8
France, périmètre INSEE	399 658*	407 061*	406 005	5,1	45,6	2,7	1 544,1
DOM / France périmètre INSEE	1,8 %	1,9 %	2,1 %	-	-	-	6,6 %

Sources : INSEE (Juillet 2014) et PLFR 2014 (Juin 2014), p. 25. IEDOM (Rapport annuel 2013, Juin 2014) pour Mayotte (pour 2010-2011 et 2011-2012). ND : données non disponibles.

* Hors Mayotte, intégré dans les statistiques nationales par l'INSEE en 2012-2013.

Tableau n°12b : Accueil des adultes handicapés en établissement et service d'aide par le travail*

Taux d'équipement en places en établissements d'hébergement pour 100 000 adultes de 20 à 59 ans, 2011-2013	2011	2012	2013
Guadeloupe	233	267	279
Guyane	134	98	151
Martinique	220	240	250
Réunion	205	207	211
Métropole	340	344	349
Ile de France**	238	240	245
France***	336	340	345

Source : INSEE (Avril 2012 et Avril 2014).

* Les établissements de travail protégé regroupent les établissements et services d'aide par le travail, ateliers protégés et établissements de réinsertion professionnelle.

** Région métropolitaine la moins bien dotée.

*** Métropole + DOM, hors Mayotte (données non disponibles pour ce département).

Tableau n°13a : Evolution comparée des dépenses budgétaires de l'Etat (hors opérateurs)

Dépenses budgétaires 2006-2015, en exécution*, en Mds. € courants	DCOM, Crédits de paiement (CP), ensemble des programmes	Dépenses du budget général	DCOM / France, en %
2006	11,86	335,45	3,54
2007	12,71	337,41	3,77**
Avec dépenses fiscales***	15,41	398,16	3,87**
2008	12,91	348,11	3,71
2009	13,66	367,12	3,72
2010	13,56	425,69	3,19
2011	13,63	365,62	3,73
		375,5	3,63
2012	14,05	374,17	3,75
		379,7	3,70
2013	14,29	376,67	3,79**
		380,7	3,75**
Avec dépenses fiscales***	18,15	452,79	4,01**
2014 (LFI)	14,18	379,1	3,73
2015 (PLF)	14,22	372,9	3,81**
Avec dépenses fiscales***	18,09	454,83	3,98**
Evolution 2006-2013	+ 20,5 %	+ 12,3 %	+ 0,25 pt
Evolution 2011-2015	+ 4,3 %	-0,7 %	+ 0,18 pt
Moyenne 2006-2013			3,65
Moyenne 2011-2015			3,72

Sources :

- Pour les dépenses budgétaires vers l'Outre-mer (budget général) : Documents de Politique Transversale (DPT Outre-mer, annexés aux Projets de Lois de Finances), Etat récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux DCOM, y compris TAAF (22,3 M. € en 2012 et 23,05 M. € en 2013) et crédits non répartis (153,6 M. € en 2012 et 141,05 M. € en 2013) : DPT 2007, p. 59 (DOM) et 69 (COM) ; DPT 2009, p. 114 (DOM) et p. 132 (COM) ; DPT 2010, p. 162 ; DPT 2011, p. 178 ; DPT 2012, p. 213 ; DPT 2013, p. 222 ; DPT 2014, p. 288 ; DPT 2015, p. 283.
- Pour les dépenses nationales (dépenses nettes du budget général, y compris prélèvement sur recettes [PSR] au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne re-comptabilisées comme dépenses, et y compris financements par fonds de concours) : art. 1^{er} des lois de règlement pour les budgets en exécution de 2006 à 2014 : loi n°2007-1147 du 31 juillet 2007 (budget 2006) ; loi n°2008-759 du 1^{er} août 2008 (2007) ; loi n°2009-973 du 10 août 2009 (2008) ; loi n°2010-832 du 22 juillet 2010 (2009) ; loi n°2011-859 du 20 juillet 2011 (2010) ; loi n°2012-926 du 31 juillet 2012 (2011) ; loi n°2013-712 du 5 août 2013 (2012) ; loi n°2014-855 du 31 juillet 2014 (2013) : 298 648,1 M. € (total Budget général) + 78 020,6 M. € (PSR). Pour les budgets 2014 et 2015, cf. AN, Commission des finances (V. RABAUD, Rapporteuse générale), Rapport n°2260, tome I, p. 119. Cf. également années 2011-2013.

* Les données relatives aux exercices budgétaires 2014 et 2015 sont donc des données provisoires, susceptibles de rectifications et de modifications, généralement à la hausse. En effet, les dépenses effectivement exécutées lors d'une année n (mentionnées dans le DPT de l'année n+2 : le DPT 2015 d'Octobre 2014 expose donc les dépenses définitives de 2013) s'avèrent, *in fine*, supérieures à celles affichées en loi de finances initiale (LFI : mentionné en DPT de l'année n+1) et en Projet de loi de finances (PLF : exposé en DPT de l'année n) :

- 2011 :

- PLF (DPT 2011) : 12 762,9 M. €
- LFI (DPT 2012) : 13 345,9 M. €
- Ex (DPT 2013) : 13 626,9 M. €

- 2012 :

- PLF (DPT 2012) : 13 396,7 M. €
- LFI (DPT 2013) : 13 597,4 M. €
- Ex (DPT 2014) : 14 052,3 M. €

- 2013 :

- PLF (DPT 2013) : 13 734,9 M. €
- LFI (DPT 2014) : 14 205,2 M. €
- Ex (DPT 2015) : 14 293,7 M. €

** Rappel : Population des DCOM : 3,95 % de la population française estimée en 2007 et 4,06 % en 2013. Projections : 4,10 % de la population française en 2015.

*** Cf. Tableau n°14, *infra*. Champ : dépenses fiscales relevant de la mission Outre-mer et dépenses fiscales totales constatées dans la France entière.

Tableau n°13b : Evolution des dépenses budgétaires de l'Etat dans les DCOM

2007-2015, dépenses du budget général, CP en M. € courants	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (LFI)	2015 (PLF)	Evolution, 2009-2013 (%)*	Evolution pop., 2009- 2013 (%)**
Guadeloupe	2 368,5	2 053	2 355,4	2 217,5	2 209,6	2 277,9	2 362,4	2 304,9	2 297,7	+ 0,3	+ 1
Guyane	1 093,1	1 299,2	1 405	1 409,1	1 492,9	1 520,3	1 622,8	1 586	1 572,8	+ 15,5	+ 14
Martinique	1 756,3	2 041,8	2 322,7	2 221	2 187,1	2 260	2 198,3	2 145,6	2 125,9	-5,4	-2
Réunion	3 933,5	3 775,7	4 284,8	4 161	4 222,7	4 515,1	4 545,9	4 438	4 421,1	+ 6,1	+ 5
(4 DOM)	9 151,4	9 169,7	10 367,9	10 008,6	10 112,3	10 573,3	10 729,4	10 474,5	10 417,5	+ 3,5	+ 4
Mayotte	447,6	539,4	611,3	679,9	678,8	713,8	775	781,7	807	+ 26,8	+ 13,5
DOM	9 599	9 709,1	10 979,2	10 688,5	10 791,1	11 287,1	11 504,4	11 256,2	11 224,5	+ 4,8	+ 5
N-Calédonie	1 149,4	1 103	1 070,9	1 165,9	1 194,2	1 144,8	1 205,8	1 212,5	1 227,8	+ 12,6	+ 9
Polynésie Fr.	1 378,8	1 218,3	1 197	1 316,8	1 164,2	1 218,3	1 202,2	1 271,4	1 328,2	+ 0,4	+ 3
W-Futuna	98,9	107,7	103,1	110,5	104,1	104,1	86,5	82,4	83,6	-16,1	-9,5
St-P-Miquelon	55,4	75,4	89,1	78,5	77,8	79,3	79,8	77,1	80,1	-10,4	-1,5
St-Martin	ND	21,4	23,5	27,5	28	40,8	48	52,9	50	+ 104,3	+ 10,5
St-Barth	ND	0,4	1,5	1,5	1,9	1,8	2,8	2,5	2,5	+ 86,7	+ 11
COM	2 682,5	2 526,2	2 485,1	2 700,7	2 570,2	2 589,1	2 625,1	2 698,8	2 772,2	+ 5,6	+ 5
TAAF	37,7	25,8	20,1	26,6	45,2	22,3	23	24	22,4	+ 14,4	NS
CP non répartis	389,9	650,9	176,1	142	220,3	153,6	141	200,6	205,2	- 24,9	NS
DCOM	12 709,1	12 912,1	13 660,6	13 557,6	13 626,9	14 052,3	14 293,7	14 179,7	14 224,4	+ 4,6	+ 5

Sources : Idem Tableau précédent. ND : données non disponibles (St-Martin et St-Barth rattachées au département de la Guadeloupe jusqu'en 2007 inclus). NS : non significatif. 2009-2013 : évolution sur cinq ans à périmètre constant : crédits de paiement en exécution (effectivement dépensés) et avec une proportion stable de crédits non répartis. Evolution de la population : projection, sur la période 2009-2013, des taux de croissance annuels de la population mentionnés dans le Tableau n°5 *supra*, portant généralement sur la période 2006-2013 (4 DOM et métropole) ou sur la période 2007-2012 (Mayotte et Polynésie). Compte tenu de la décélération de la croissance démographique constatée en fin de périodes, l'estimation susmentionnée de l'évolution de la population entre 2009 et 2013 est donc légèrement surestimée. L'augmentation des dépenses publiques dans les DCOM, entre 2009 et 2013, correspondrait donc globalement à la hausse démographique constatée.

* Rappel : Dépenses du budget général : + 2,6 %

** Rappel : France entière : + 2,8 %.

Tableau n°13c : Evolution des effectifs de la fonction publique d'Etat (FPE) dans les DCOM

2008-2013, missions du budget général, en ETP	2008	2009	2010	2011	2012	2013	mission « Enseign ement scolaire » (%)	Evolution, 2008-2013 (%)*	Evolution pop., 2008- 2013 (%)**	Ratio, FPE / population, en %, 2013
Guadeloupe*	16 930	18 578	16 742	16 041	15 925	15 398	58,3	-9	+ 2,4	3,38
Guyane	11 961	12 717	12 181	12 422	11 904	13 236	47,3	+ 10,7	+ 16,8	5,15
Martinique	15 703	15 895	15 370	15 150	14 433	14 663	34,1	-6,6	-2,4	3,81
Réunion	28 793	27 372	27 629	27 264	27 093	26 933	66,8	-6,5	+ 6	3,17
(4 DOM)	73 387	74 562	71 922	70 877	69 355	70 230	58,6	-4,3	+ 4,8	3,70
Mayotte	5 926	5 747	6 847	7 518	8 068	8 479	66,3	+ 43,1	+ 16,2	3,84
DOM	79 313	80 309	78 769	78 395	77 423	78 709	59,5	-0,8	+ 6	3,72
N-Calédonie	9 174	9 109	9 566	9 544	9 000	9 556	50,1	-4,2	+ 10,8	3,60
Polynésie Fr.	10 574	10 306	10 752	10 500	9 999	10 123	60,4	-4,3	+ 3,6	3,74
W-Futuna	664	651	658	697	660	747	83,5	+ 12,5	-11,4	6,22
St-P-Miquelon	589	598	610	656	633	638	31,3	+8,3	-1,8	10,63
COM*	21 001	20 664	21 586	21 397	20 292	21 064	55,6	+ 0,3	+ 6	3,80
TAAF	126	84	146	164	59	89	0	-29,4	NS	-
Non répartis	68	146	157	150	200	497	0	NS	NS	-
DCOM	100 508	101 203	100 659	100 106	97 974	100 359	58,3	-0,1	+ 6	3,69

Sources : DPT 2015, p. 260. Champ : effectifs des ministères (y compris militaires), hors opérateurs : en comptabilisant les 8 378 agents des opérateurs (EPA de recherche : CIRAD, CNES, IRD ; Universités ; Pôle Emploi ; EPIC : ONF...), on aboutit à 108 737 ETP fin 2013. Ratio : nombre de fonctionnaires d'Etat au 31 déc. 2013/population estimée au 1^{er} janvier 2014. Moyenne nationale (e) : 3,43.

* COM de Saint-Martin et Saint-Barthélemy rattachées au département de la Guadeloupe.

** Evolution légèrement surévaluée : cf. remarque méthodologique, Tableau n°13b *supra*.

Tableau n°13d : Effort budgétaire de l'Etat ; comparaison des dépenses par habitant en 2012-2013

2012	Dépense budgétaire, en M. €	Population, au 31 déc. 2012, en milliers hab.	Dépense par habitant, en €	Métropole base 100
Guadeloupe	2 277,9	405,7	5 615	99,3
St-Martin	40,8	39,3	1 038	18,3
St-Barthélemy	1,8	9,4	191	3,4
Martinique	2 260	386,5	5 847	103,4
Guyane	1 520,3	250,1	6 079	107,5
La Réunion	4 515,1	841	5 369	94,9
Mayotte	713,8	214,7	3 325	58,8
Polynésie Fr.	1 218,3	269,1	4 527	80
N-Calédonie	1 144,8	260,3	4 398	77,7
Wallis & Futuna	104,1	12,2	8 533	150,8
St-P-Miquelon	79,3	6,1	13 000	229,8
5 DOM	11 287,1	2 098	5 380	95,1
6 COM	2 589,1	596,4	4 341	76,7
11 DCOM*	13 876,2	2 694,4	5 150	91
Métropole	360 118,2	63 659,6	5 657	100
2013	Dépense budgétaire, en M. €	Population, au 31 déc. 2013, en milliers hab.	Dépense par habitant, en €	Métropole base 100
Guadeloupe	2 362,4	406,5	5 812	102,5
St-Martin	48	40	1 200	21,2
St-Barthélemy	2,8	9,5	295	5,2
Martinique	2 198,3	385	5 710	100,7
Guyane	1 622,8	257	6 314	111,4
La Réunion	4 545,9	849	5 354	94,5
Mayotte	775	221	3 507	61,9
Polynésie Fr.	1 202,2	270,5	4 444	78,4
N-Calédonie	1 205,8	265,2	4 547	80,2
Wallis & Futuna	86,5	12	7 208	127,2
St-P-Miquelon	79,8	6	13 300	234,7
5 DOM	11 504,4	2 118,5	5 430	95,8
6 COM	2 625,1	603,2	4 352	76,8
11 DCOM*	14 129,5	2 721,7	5 191	91,6
Métropole	362 375	63 928,6	5 668	100

Sources : DPT 2014 et 2015 pour les CP du budget général de l'Etat vers les DCOM. Métropole : cf. lois de règlement (2012 : 374 170,5 M. € au niveau national, auxquels on déduit les 14 052,3 M. € dévolus aux DCOM ; 2013 : 376 668,7 M. € - 14 293,7 = 362 375 M. €).

* Hors TAAF et crédits non répartis : 175,9 M. € en 2012 et 164,1 M. € en 2013.

Tableau n°14 : Evolution comparée des dépenses fiscales

Dépense fiscale, 2007-2015, en Mds. € courants	Dépenses fiscales relevant de la Mission Outre-mer	Dépenses fiscales, France entière (métropole + DOM + COM)	DCOM / France*, en %
2007	2,70	60,75	4,44
2008	3,03	65,88	4,60
2009	3,26	72,88	4,47
2010	3,19	72,71	4,39
2011	3,43	72,01	4,76
2012	3,87	72,19	5,36
2013	3,86	72,09	5,35
2014	3,82	78,87	4,84
Estimation hors CICE	3,82	69,11	5,55
Estimation avec CICE**	4,41	78,87	5,59
2015 (PLF)	3,87	81,93	4,72
Evolution, 2007-2015	+ 43,3 %	+ 34,9 %	+ 0,28 pt
Moyenne 2007-2015			4,77

Sources :

- Pour les dépenses fiscales de l'Outre-mer : Documents de Politique Transversale (DPT Outre-mer, annexés aux Projets de lois de Finances) : DPT 2015, p. 318 (données 2013, 2014 et 2015) ; DPT 2014, p. 318 (données 2012) ; DPT 2013, p. 259 (données 2011) ; DPT 2012, p. 251 (données 2010) ; DPT 2011, p. 207 (données 2009) ; DPT 2010, p. 191 (données 2008) ; pour les données 2007, cf. Assemblée nationale, Commission des finances, Jérôme CAHUZAC, PLF 2009, Rapport n°1198, Annexe n°30, p. 12.
- Pour les dépenses fiscales nationales : Annexe au Projet de loi de finances, Evaluation des voies et moyens, Tome II, Dépenses fiscales. PLF 2015, p. 16 (données 2013, 2014 et 2015), PLF 2014, p. 16 (données 2012), PLF 2013, p. 14 (données 2011), PLF 2012, p. 16 (données 2010), PLF 2011, p. 12 (données 2009), PLF 2010, p. 15 (données 2008), PLF 2009, p. 12 (données 2007).

* Rappel : Population des DCOM / population française totale = 4,06 % en 2013 (2,694 millions hab. sur 66,354 millions) et 4,08 % estimés en 2014.

** Estimation du CICE outre-mer (taux à 6 %) : 590 M. € (PLF 2015, Evaluations préalables des articles, p. 208), sur un total de 9,76 Mds. € (PLF 2014, Evaluation des voies et moyens, Tome II, Dépenses fiscales, p. 21).

Rappel : Les dix dispositifs les plus coûteux sont les suivants (aucun dispositif spécifique à l'Outre-mer ne figure dans cette liste) ; source : PLF 2015, Evaluation des voies et moyens, Tome II, Dépenses fiscales, p. 21:

- CICE : 10 Mds. €
- Crédit d'Impôt Recherche : 5,34 Mds. € (DOM : estimation de 0,02 Md. €)
- Abattement de 10 % sur le montant des pensions (y compris les pensions alimentaires) et des retraites : 4,22 Mds. €
- Taux de TVA de 7 % (10 % à compter du 1^{er} janvier 2014) pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien autres que ceux mentionnés à l'article 278-0 ter du CGI, portant sur des logements achevés depuis plus de deux ans : 2,94 Mds. €
- Taux de TVA de 7 % (10 % à compter du 1^{er} janvier 2014) applicable aux ventes à consommer sur place, à l'exception des ventes de boissons alcooliques (sic) : 2,49 Mds. €
- Taux de TVA de 2,10 % applicable aux médicaments remboursables ou soumis à autorisation temporaire d'utilisation et aux produits sanguins : 2,45 Mds. €
- Exonération des prestations familiales, de l'allocation aux adultes handicapés ou des pensions d'orphelin, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, et, depuis le 1^{er} janvier 2004, de la prestation d'accueil du jeune enfant : 2,1 Mds. €
- Prime pour l'emploi : 2,1 Mds. €
- Crédit d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile pour les contribuables exerçant une activité professionnelle ou demandeurs d'emploi depuis au moins trois mois : 1,98 Md. €
- Exonération ou imposition réduite des produits attachés aux bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie : 1,87 Md. €.
- Dépense fiscale ultramarine la plus coûteuse : taux réduits de TVA dans les DOM, 1,29 Md. € prévus en PLF 2015.

Tableau n°14a : Evolution du nombre d'agrément et du montant d'investissements agréés par territoire (2009-2012)

	2009		2010		2011		2012	
	Agréments	Montant	Agréments	Montant	Agréments	Montant	Agréments	Montant
		(en millions d'euros)		(en millions d'euros)		(en millions d'euros)		(en millions d'euros)
Guadeloupe	47	156	63	179	68	163	48	136
Martinique	45	82	38	83	52	79	48	102
Guyane	67	87	57	53	96	187	71	145
La Réunion	103	596	199	483	174	526	212	630
TOTAL DOM	262	921	357	798	390	955	379	1013
Polynésie Française	20	98	27	112	13	75	13	21
Nouvelle-Calédonie	38	222	37	166	26	92	36	114
Saint-Pierre-et-Miquelon	2	12	1	3	1	0	1	0
TAAF	–	–	–	–	–	–	–	–
Mayotte	15	46	10	27	5	12	6	27
Wallis-et-Futuna	1	1	–	–	1	–	–	–
Total COM	76	379	75	308	46	179	56	162

Source : d'après MINEFI, bureau des agréments et rescrits. Cité dans le rapport du Sénat n°108, Commission des finances, T. IRITI et G. PATIENT, PLF 2015, annexe n°20, Outre-mer, 20 Novembre 2014, p. 18.

Tableau n°14b : Exonérations de cotisations de Sécurité sociale dans les DOM

Montant des exonérations de cotisations de Sécurité sociale pour le Régime général*, 2002-2013, en millions d'euros courants	EXOS DOM (1)	EXOS GEO (2)	Total EXOS (3)	DOM / Géo, en % (1)/(2)	DOM / France, en % (1)/(3)	Pour mémoire : Cotisations dues**, (cotisations patronales du secteur privé) Mds. €	Pour mémoire : part des cotisations patronales exonérées ***, %
2002 (pour mémoire)	434	799	18 157	54,3	2,4	188,6 (82,6)	17,5
2006	896	1 334	23 818	67,2	3,8	228,7 (98,9)	19,5
2007	1 002	1 733	27 045	57,8	3,7	238,7 (102,4)	20,8
2008	991	1 707	30 688	58,1	3,2	256,2 (105,7)	21,3
2009	982	1 500	29 890	65,2	3,3	260,3 (105,4)	20,8
2010	917	1 281	29 988	71,6	3,1	266,4 (107,6)	20,4
2011	953	1 297	28 284	73,5	3,4	274,7 (114,3)	18,4
2012	1 019	1 334	27 614	76,4	3,7	282,9 (117,4)	17,8
2013	1 043	1 338	25 743*	77,9	4	294,4 (120,3)	17,6
Evolution, 2007-2013	+ 4,1 %	-22,8 %	-4,8 %	+ 20,1 pts	+ 0,3 pt	+ 23,3 % (+ 17,5 %)	-3,2 pts
Moyenne 2007-2013					3,5		19,6

Sources : ACOSS (2002-2014) : ACOSS-Stat n° 2, 09, 10, 16, 33, 46, 57, 77, 95, 118, 138, 164, 181, 204 (Décembre 2014 : chiffres de 2013).

- (1) Loi Perben (1994) jusqu'en 2000, puis loi d'orientation pour l'Outre-mer du 13 décembre 2000 (LOOM), puis loi de programmation pour l'Outre-mer du 21 juillet 2003 (Lopom) puis loi du 27 mai 2009 pour le développement économique de l'Outre-mer (LODEOM), bonus exceptionnel Outre-mer (jusque fin 2013). Champ : DOM hors Mayotte + COM de l'Atlantique. Soit 3 % de la population française dans ce périmètre de « droit social commun ».
- (2) Mesures en faveur de l'emploi dans certaines zones géographiques (1,34 Mds. € en 2013 ; + 0,1 % par rapport à 2012) : exonérations dans les DOM (cf. *supra* : 1,04 Md. € en 2013 ; + 2,3 %) + exonérations en zone franche urbaine (ZFU : 114 M. € en 2013 ; -12,2 %), exonérations pour la création d'emplois en zone de revitalisation rurale, (ZRR : 155 M. € en 2013 ; -5,5 %), en zone de redynamisation urbaine (ZRU) et en zone de restructuration de la défense (ZRD), bassins d'emploi à redynamiser (BER).
- (3) Les différents dispositifs d'exonération peuvent être répartis en quatre grandes catégories. (i) Celle des mesures générales d'encouragement à la création d'emplois, à la RTT et au pouvoir d'achat est de loin la plus importante (78,7 % des exonérations en 2013 : 20,3 Mds. € : -9,3 % sur un an) : elle inclut les exonérations sur les bas salaires (réduction dite « Fillon » depuis 2003), les dispositifs résiduels liés à la réduction du temps de travail (RTT) et les exonérations relatives aux heures supplémentaires et au rachat de jours de RTT. Les autres dispositifs, communément appelés exonérations spécifiques (ou ciblées) visent à (ii) favoriser l'emploi de publics particuliers : 2 Mds. € en 2013 (+ 5,6 %), dont 0,9 Md. € pour l'apprentissage (-0,1 %), 0,8 Md. € pour les contrats aidés non marchands (+ 10,2 %) et 0,2 Md. € pour les contrats aidés marchands (+ 13,9 %), (iii) développer l'emploi dans certaines zones géographiques (cf. *supra*) ou (iv) dans des secteurs d'activité spécifiques (2,1 Md. € en 2013, + 10,8 % sur un an, dont 1,7 Md. € d'exonérations de cotisations pour l'emploi à domicile).

* Soit environ 95 % du montant total des exonérations pour l'ensemble des régimes.

** Cotisations dues aux URSSAF, hors cotisations chômage et AGS.

*** La loi de finances rectificative d'août 2012 ayant supprimé l'exonération salariale sur les heures supplémentaires, la quasi-totalité des exonérations porte désormais sur les cotisations patronales. En 2012 : 25,5 Mds. € sur 27,6 Mds. €.

Tableau n°15a : La situation du tourisme dans les DCOM

2012-2013	Nombre de touristes 2007 (milliers)	Nombre de touristes 2012 (milliers)	Nombre de touristes 2013 (milliers)	Ratio Touristes/pop, 2012-2013*	Ratio Touristes/superficie 2012-2013	Capacité en lits, au 1 ^{er} Janvier 2013 ^c	Distance / métropole (km)	Estimation du temps de trajet aérien au départ de Paris
Guadeloupe	423,2	472	493	1,3	274	9 144	6 700	8h25
St-Martin	200 (e)	242 (e)	240 (e)	6,1	4 528	6 488	6 726	8h45
St-Barth	326,5	321	333,9	35,5	15 900		6 500	9h30**
Martinique	626,3	642,1	646,8	1,7	569	10 935	6 858	8h30
Guyane	113,4	83 a	ND e : 90	0,3	1	3 486	7 072	8h40
La Réunion	380,5	446,5	416	0,5	177	13 030	9 180	11h10
Mayotte	40,7	45,8	52,4	0,2	140	1 108	8 000	14h10***
Polynésie	218,2	169	164,4	0,6	52	9 154	17 100	21h25****
N-Calédonie	103,4	112,2	107,7	0,4	6	7 534	16 763	22h40*****
W-Futuna	ND	ND b	ND b	ND	ND	98	22 000	34h10*****
St-P-M	24,9	17,2	11,7	2,9	71	314	4 750	13h30*****
DCOM	2 457,1	e : 2 551	e : 2 556	0,9	21	61 291	-	-
Métropole	80 853	83 013	84 700	1,3	154	5 750 400^c	-	-

Source : INSEE (Mayotte 2013, Juillet 2014 ; Guadeloupe 2012-2013, Sept. 2014), IEDOM et IEOM, Rapports annuels, 2008 (Juin 2009), 2012 (Juin 2013) et 2013 (Juin 2014 hors Saint-Martin et Saint-Barth : Sept. 2014), hors touristes locaux ; INSEE, ISEE et ISPF pour les populations (est. au 1^{er} janvier 2013). Touristes en métropole (arrivées internationales) : Banque mondiale. Distances (principalement : Paris-chef-lieu du territoire) : site du ministère de l'Outre-mer (www.outre-mer.gouv.fr), sauf pour St-Martin, Nouvelle-Calédonie (Wikipédia) et Wallis et Futuna (IEOM). (e) : estimations (près de 2 millions de touristes, croisiéristes compris, pour l'ensemble de l'île selon IEDOM). Pour les temps de trajet, cf. ouvrage de J-C. GAY, L'Outre-mer français, un espace singulier, Ed. Belin Géographie, août 2003, p. 72. Capacité en lits : total hébergement marchand (hors résidences secondaires) : hôtellerie, campings, auberges de jeunesse, gîtes, meublés, chambres d'hôte ; cf. MINEFI, DGCI, Memento 2013 du Tourisme, Nov. 2013, p. 55 (métropole) et 67-68 (DCOM).

a : 2009 ; b : données non disponibles (inférieur à 2 000 touristes par an) ; c : 61 291 lits dans l'ensemble des DCOM (dont 37 703 dans les DOM), soit 1,1 % du total de la France entière pour 2,8 % des touristes.

* Estimations de la population au 1^{er} janvier 2013, cf. Tableau n°5, *supra*.

** Correspondance à St-Martin

*** Correspondance à St-Denis de La Réunion

**** Vol avec escale (4 h) à Los Angeles

***** Vol avec escale et changement d'appareil à Tokyo

***** Correspondance avec longue attente à Nouméa-Tontouta

***** Correspondance à Montréal

Tableau n°15b : Etablissements et salariés de l'hôtellerie-restauration dans les DOM

Secteur de l'hôtellerie-restauration, 2011-2012, au 31 déc.	Nombre d'établissements, 2011	Nombre d'établissements, 2012	Etablissements/1000 hab, 2012	Nombre de salariés, 2011	Nombre de salariés, 2012	Nombre de salariés/1000 habitants, 2012	Salariés : secteur hébergement, 2012	Ratio salariés/établissements, 2012
Guadeloupe	3 893	4 081	9,6	4 746	4 701	11,6	1 929	1,15
Martinique	2 474	2 619	6,3	5 116	4 968	12,9	1 725	1,90
Guyane	926	1 034	3,9	1 619	1 539	6,2	585	1,49
La Réunion	3 419	3 626	4,1	6 746	6 966	8,3	1 827	1,92
Métropole	300 624	317 785	4,7	918 377	917 843	14,4	227 214	2,89
Corse	4 384	4 579	13,8	5 349	5 418	16,8	2 340	1,18

Source : INSEE (Octobre 2013 ; Novembre 2014).

Tableau n°15c : Espaces verts et qualité des eaux de baignade dans les DOM

2006-2012	Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines, en %, 2011	Part des zones urbanisées sur l'ensemble du territoire, en %, 2006	Part des espaces verts en zone urbanisée*, en %, 2006	Eaux douces de baignade de bonne qualité**, en %, 2012	Eaux de mer de baignade de bonne qualité**, en %, 2012
Guadeloupe	91,4	11,2	1	23,5	81,4
Guyane	51,1	0,1	4,2	12,5	7,7
Martinique	78,1	11,5	4,3	33,3	67,8
La Réunion	79,5	11,1	1,9	0	100
Mayotte	ND	ND	ND	42	12
Métropole	77,4	5	5	56,1	76,4
Corse	61,4	1,9	7,7	41,8	73,8
PACA	87,7	6	4,8	79,8	88,1
France, périmètre INSEE	77,4 4 DOM : 78,1	4,4	4,9	55,3	76,1

Sources : INSEE (Septembre 2012 et Septembre 2013), sauf pour Mayotte : IEDOM, RA 2013, p. 99. Grandes aires urbaines : DGCL, Les CL en chiffres 2014, p. 88. ND : données non disponibles.

* On entend par zones urbanisées, le bâti, les zones industrielles ou commerciales, les réseaux de communication et les espaces verts artificialisés, non agricoles.

** En France, la surveillance sanitaire des eaux de baignade est réalisée par les DDASS suivant les décrets n°81-324 et 91-980 pris en application de la directive CEE/76/160. Les analyses courantes des échantillons portent sur les paramètres microbiologiques et physico-chimiques. Une description visuelle de différents paramètres physico-chimiques (résidus goudronneux, matières flottantes, odeurs) est effectuée. En fonction des résultats des analyses, les points de surveillance sont classés en quatre catégories : A (bonne qualité), B (qualité moyenne), C (pollutions momentanées) ou D (mauvaise qualité). L'indicateur est le pourcentage de points de surveillance A.

Tableau n°15d : Environnement et protection des espaces naturels dans les DOM

2012-2013	Réserves naturelles nationales : [nombre] et superficie en hectares 2012	Espaces protégés par des arrêtés de biotope* : [nombre] et superficie en hectares 2012	Part de la population couverte par un Agenda 21 local** : Agenda 21 engagé (%) 2013	Part de la population couverte par un Agenda 21 local **: Agenda 21 reconnu par le ministère de l'Environnement (%) 2013
Guadeloupe	[2] 1 076	[5] 944	17,4	0,4
Guyane	[6] 298 441	[2] 27 992	0	0
Martinique	[2] 390	[19] 359	4,1	0
La Réunion	[2] 3 962	[3] 1 474	19,7	2,7
Mayotte	[1] 143	[2] 74	ND	ND
Métropole	[154] 255 989	[726] 151 745	47,3	27,3
Corse	[6] 83 763	[25] 25 487	29,7	0
DOM	[13] 304 012	[31] 30 843	13,4	1,3
France, périmètre INSEE	[167] 559 999	[757] 182 587	46,4	26,6
DOM / FR	[7,8 %] 54,3 %	[4,1 %] 16,9 %	-	-

Sources : INSEE (Septembre 2013 pour les espaces naturels et Janvier 2014 pour les Agenda 21). 1 ha : 0,01 km².

* L'arrêté de protection de biotope (APB) a pour objectif la préservation des milieux naturels nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales ou végétales protégées par la loi. Pris par le Préfet de département, cet arrêté établit, de manière adaptée à chaque situation, les mesures d'interdiction ou de réglementation des activités pouvant porter atteinte au milieu.

** Les Agendas 21 font suite au sommet de Rio de 1992. Ils ont été réaffirmés lors des Grenelles de l'Environnement et sont encouragés par le ministère chargé de l'Environnement. L'objectif est de mettre en œuvre progressivement et de manière pérenne le développement durable à l'échelle d'un territoire. Il est porté par la collectivité et mené en concertation avec tous ses acteurs : élus et personnels, habitants, associations, entreprises, structures déconcentrées de l'État, réseaux de l'éducation et de la recherche...Un agenda 21 local est porté par des communes ou leurs groupements, des pays ou des PNR, plus proches du citoyen. On exclut ici les agendas 21 portés par des départements ou des régions.

Tableau n°15e : Trafic portuaire dans les DCOM

Trafic de marchandises* , 2002-2013, en milliers de tonnes brutes	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolu tion 2002- 2013 (%)	Evolu tion 2007- 2013 (%)	Rapp el : évolu tion pop, 2002- 2013 (%)
Guadeloupe	2 875,1	3 436	3 582	3 010,7	3 156,2	3 406,2	3 858,9	3 623,5	+ 26	+ 5,5	+ 3,2
St-Martin	275	206,4	164,2	141,1	174	186,5	219,3	221,3	- 19,5	+ 7,2	+ 24,8
St-Barth	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	+ 27
Martinique	2 791	2 927,5	3 090,2	3 019,8	3 209,1	2 814,7	3 108,4	2 879	+ 3,1	-1,7	-0,7
Guyane	689,1	618,4	594,8	617,2	606,8	643	656,9	657,9	-4,5	+ 6,4	+ 41,6
La Réunion	3 194,7	4 212,1	4 288	3 911,6	4 233,4	4 145,6	4 098,9	4 016,9	+ 25,7	-4,6	+ 13,6
Mayotte	391,5	459	457,9	647,2	724,3	713	716,9	725	+ 85,2	+ 57,9	+ 36,8
Polynésie	989,9	1 096,7	1 049	921,8	961,8	934,2	861,8	901,5	-8,9	-17,8	+ 11,5
N-Calédonie	4 686	6 131	5 083	5 286	7 070	7 043	7 383	7 513	+ 60,3	+ 22,5	+ 19,8
W-Futuna	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-17,6
St-P-M	47 (e)	ND	ND	ND	ND	47 (e)	ND	ND	ND	ND	-3,2
Métropole	345 000	383 000	384 000	346 000	350 400	352 900	327 500	321 500 (e)	-6,8	-16,1	+ 6,7
FR, périmètre INSEE	354 941	394 653	396 013	357 207	362 330	364 623	339 940	333 402	-6	-15,5	+ 6,8
France entière	360 892	402 087	402 309	363 556	370 536	372 787	348 404	342 038	-5,2	-14,9	+ 6,9
5 DOM	9 941,4 9 549,9 ***	11 653 11 194 ***	12 012,9 11 555 ***	11 206,5 10 559,3 ***	11 929,8 11 205,5 ***	11 722,5 11 009,5 ***	12 440 11 723,1 ***	11 902,3 11 177,3 ***	+ 19,7 + 17 ***	+ 2,1 -0,1 ***	+ 13 + 7,9 ***
3 COM	5 950,9	7 434,1	6 296,2	6 348,9	8 205,8	8 163,7	8 464,1	8 635,8	+ 45,1	+ 16,2	+ 15,7
8 DCOM	15 892,3	19 087,1	18 309,1	17 555,4	20 135,6	19 886,2	20 904,1	20 538,1	+ 29,2	+ 7,6	+ 13,5
DOM / FR (INSEE)	2,80 %	2,95 %	3,03 %	3,13 %	3,29 %	3,21 %	3,66 %	3,57 %	+ 0,77pt	+ 0,62pt	+ 0,2 pt
DCOM** / FR entière	4,4 %	4,8 %	4,6 %	4,8 %	5,4 %	5,3 %	6 %	6 %	+ 1,6 pt	+ 1,2 pt	+ 0,2 pt

Sources : 1) DCOM : Rapports annuels IEDOM et IEOM. Sauf : INSEE, TER Martinique 2003 (pour les données martiniquaises de 2002) ; INSEE, Antiane-Eco n°77, L'année économique et sociale 2013, Martinique, Juin 2014 (pour les données martiniquaises de 2013) ; CCISM, Bulletin d'info n°4/2014 (pour les données 2013 de Saint-Martin – port de Marigot) ; site du ministère de l'Environnement (www.developpement-durable.gouv.fr) : données guadeloupéennes de 2013 (mai 2014) et données sur Saint-Pierre-et-Miquelon portant sur 2007 et 2011. 2) Métropole : Ministère de l'Environnement : Bilan de l'année 2012 des ports maritimes et des voies navigables, Juin 2013, p. 8 (pour les données 2002-2012, chiffres arrondis) ; Trafic portuaire, Janvier-Décembre 2013, Mars 2014 (pour les données 2013 : chiffres définitifs pour les Grands Ports Maritimes et le port de Calais). ND : données non disponibles ; e : estimations.

* Marchandises embarquées ou débarquées, incluant le transbordement ; fret international (donc hors trafic intérieur).

** Hors Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis et Futuna (1 % de la population des Outre-mer en 2013 ; 0,042 % de la population française).

*** DOM hors Mayotte.

Tableau n°15f : Trafic passagers dans les aéroports des DCOM

Trafic passagers vols commerciaux* , 2002-2013, milliers	2002	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (DGAC)	Evol. 2002- 2013, %	Evol. 2008- 2013, %	Evol. pop., 2002- 2013, %
Guadeloupe	1 805,4	2 020,1	1 839,8	1 948,8	2 050,5	1 994,6	2 033,8 (2 033,7)	+ 12,7	+ 0,7	+ 3,2
St-Martin	107,4	188,2	192,9	205	211,6	201,2	199,7 (207,6)	+ 85,9	+ 6,1	+ 24,8
St-Barth	161,6	164,3	145,3	141,1	151,6	152,8	162,6 (161,4)	+ 0,6	-1	+ 27
Martinique	1 518,2	1 673,6	1 608,6	1 671,5	1 727,4	1 639,7	1 685,1 (1 689,8)	+ 11	+ 0,7	-0,7
Guyane	374,5	385,1	400,6	423,7	435,4	428,9	437 (467,6)	+ 16,7	+ 13,5	+ 41,6
La Réunion	1 516,7	1 781,8	1 876,6	2 090,1	2 246,6	2 164	2 084 (2 083,1)	+ 37,4	+ 17	+ 13,6
Mayotte	149,5	263,3	270,8	304,8	317,5	305,2	325,7 (325,8)	+ 118	+ 23,7	+ 36,8
Polynésie	1 396	1 379,8	1 223,3	1 178,7	1 167,2	1 152,2	1 146,9 (2 247, 4)	-17,8	-16,9	+ 11,5
N-Calédonie	627,3	806,9	830,3	845,6	835	871,3	866,2 (1 276,4)	+ 38,1	+ 7,3	+ 19,8
W-Futuna	34,8	39,7	41	41,8	43	43,5	45,8 (56,3)	+ 31,6	+ 15,4	-17,6
St-P-M	31,5	29,9	39,6	45,6	34,5	35,5	34,4 (34,3)	+ 9,2	+ 15	-3,2
Métropole	121 042	147 538	141 436	143 077	152 626	157 515	161 305	+ 33,3	+ 9,3	+ 6,7
FR entière	130 359	157 829	151 453	153 487	163 345	168 046	171 911	+ 31,9	+ 8,9	+ 6,9
11 DCOM (5 DOM**)	9 316,8 (5 364,3)	10 290,7 (6 123,9)	10 017,2 (5 996,4)	10 410 (6 438,9)	10 718,9 (6 777,4)	10 530,8 (6 532,4)	10 606,2 (6 565,6)	+ 13,8 (+22,4)	+ 3,1 (+7,2)	+13,3 (+ 13)
DCOM / FR	7,1 %	6,5 %	6,6 %	6,8 %	6,6 %	6,3 %	6,2 %	-0,9 pt	-0,3 pt	+0,2pt

Sources : Rapports annuels, IEDOM-IEOM, sauf pour la Martinique (cf. site de l'aéroport : www.martinique.aeroport.fr) et Saint-Martin (Grand Case) pour l'année 2013 : cf. CCISM, Bulletin d'info n°4/2014. Pour les données métropolitaines : cf. DGAC, Bulletins statistiques, 2002 et 2008-2013. Compte tenu des doubles comptes et de la non prise en compte par l'IEDOM-IEOM de certains aérodromes secondaires, le total des lignes DOM et COM (IEDOM-IEOM) ne correspond pas toujours au total « Outre-mer » (ligne « 11 DCOM ») issu des bulletins statistiques de la DGAC.

* Trafic international + trafic intérieur. Y compris transit. ** Source : IEDOM.

Tableau n°15g : Trafic aéroportuaire comparé Outre-mer / métropole

Trafic pass. vols commerciaux*, 1992-2013, milliers	1986	1992	1998	2002	2008	2009	2010	2011	2012	2013
a : Flux Métropole=> O-mer	980	2 182	3 381	3 364	3 379	3 314	3 500	3 730	3 680	3 842
b : Trafic total FR	62 372	90 223	116 969	129 506	156 546	150 253	152 237	162 205	166 742	170 500 (e)
a/b, en %	1,6	2,4	2,9	2,6	2,2	2,2	2,3	2,3	2,2	2,3
c : Flux DCOM => FR**	3 090	4 809	7 077	7 182	7 739	7 631	7 837	8 049	7 901	8 000 (e)
d : Trafic total DCOM	4 386	6 284	8 789	8 927	9 823	9 548	9 936	10 264	10 063	10 100 (e)
c/d, en %	70,4	76,5	80,5	80,4	78,8	79,9	78,9	78,4	78,5	79,2

Source : DGAC, Synthèse Trafic aéroportuaire 1986-2012, Juin 2013 ; Bulletin statistique, Trafic aérien commercial, année 2013, Mai 2014.

* Passagers commerciaux locaux, hors transit. **Métropole/Outre-mer et intra-outre-mer (au sein d'un même DCOM ou entre DOM et COM différents).

Tableau n° 16a : Part des énergies renouvelables (ENR) dans les capacités de production ultramarines, émissions de CO2 dans les DOM et consommation de carburant

2011-2012	Part des ENR dans les capacités de production (puissance installée, en %), 2012 (métropole : 13 %)*	Emissions de CO2 issues de la production électrique (GCO2/KWH), 2011 (métropole : 90 ; UE 27 : 339)	Consommation de carburants (TEP par habitants), 2012-2013 (métropole : 0,770)
Guyane	53,3	360	0,576 (2009)
La Réunion	45,8	747	0,726
Guadeloupe	26,2	804	0,983
Nouvelle-Calédonie	24	ND	ND
Polynésie Française	19,4	ND	ND
Mayotte	15,5	684	0,175
Martinique	13,4	667	0,956
Wallis et Futuna	2,9	ND	ND
Saint-Martin	2,7	ND	ND
Saint-Pierre et Miquelon	1,8	ND	ND
Saint-Barthélemy	0,1	ND	ND

Source : (1) : ENR : Assemblée nationale, Commission des Affaires Economiques, Avis n°1395 (S. LETCHIMY), PLF 2014, 10 octobre 2013, p. 20. (2) CO2 : Assemblée nationale, Commission des Affaires Economiques, Rapport d'information n°225 (Ericka BAREIGTS) sur l'adaptation du droit de l'énergie aux Outre-mer, 17 Septembre 2014, p. 10 et 17.

* Les marges de progrès existent pour augmenter la proportion d'énergies renouvelables (ENR) dans les DCOM, alors que la loi « Grenelle 1 » a prévu (cf. art. 56 de la loi n°2009-967 du 3 août 2009) un taux de 50 % dans les DOM à l'horizon 2020 (30 % à Mayotte ; 22 % dans l'hexagone). Les ENR en général et les énergies marines en particulier peuvent dès lors concourir à la réussite de cet objectif.

Tableau n°16b : Transport domicile / travail

Mode de transport pour se rendre au travail, 1999-2011	Part des déplacements domicile-travail en voiture, (en %), 1999	Part des déplacements domicile-travail en voiture, (en %), 2011	Part des déplacements domicile-travail en transports en commun, (en %), 1999	Part des déplacements domicile-travail en transports en commun, (en %), 2010	Part des déplacements domicile-travail en transports en commun, (en %), 2011	Ménages disposant d'au moins une voiture, 2011	Tx. équipement des ménages en automobile, 2008 (en %)	Tx. équipement des ménages en automobile, 2011 (en %)
Guadeloupe	70,3	81,3	12,2	7	6,6	112 139	65,8	67,4
Guyane	66,8	69,2	4,8	3	3	38 681	57,8	57,2
Martinique	72,1	81,2	14,4	9,1	8,9	116 727	71,1	71,7
La Réunion	71,8	77,7	5,3	5,1	5,1	207 769	69,8	70
Mayotte	ND	ND	0	0	0#	e : 26 000	23 **	26,9**
Métropole	70,6	69,6	11,4	14,7	14,8	22 138 651	80,7	81
France, périmètre INSEE*	70,6	69,8	11,4	14,5	14,6	22 613 967	80,4	80,6
N-Calédonie	ND	ND	ND	ND	ND	55 944 (2009)	77***	ND
Polynésie Fr.	ND	63****	ND	ND	ND	ND	76,2**	77,1****
W & Futuna	ND	ND	ND	ND	ND	ND	58,9	e : 66

Sources : INSEE (Juin 2010, Septembre 2013 et Septembre 2014 pour les données de 2011 ; Réunion et métropole : INSEE-Réunion, Décembre 2014). ND : données non disponibles. # Hors Service maritime de barge, assuré par le Conseil général. En 2013, le STM recense plus de 4,4 millions de passagers (+15,2 % par rapport à 2012), plus de 304 000 deux roues et près de 275 000 véhicules. De ce fait, la liaison Dzaoudzi-Mamoudzou est la ligne maritime régulière la plus fréquentée de France.

* Hors Mayotte, intégré dans les statistiques nationales par l'INSEE en 2012-2013.

** RGP de 2007 et Enquête Budget de Famille de 2011 (INSEE, Décembre 2014).

*** RGP de 2009

****RGP de 2012

Tableau n°16c : Densité urbaine, Risques industriels et naturels dans les DOM

2012-2013	Contexte : part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants, %, 2011	Installations soumises à autorisation ICPE*, 2012	Nombre d'établissements classés SEVESO** (et nombre pour 1000 km²), 2012	Nombre de PPRT*** (taux d'approbation), 2012	Proportion de communes classées selon le risque naturel majeur (en %) : inondations / mouvements de terrain / séisme, 2013	Arrêtés de catastrophe naturelle : nombre (et %) de communes touchées au moins une fois en vingt ans (1992-2012) par un séisme
Guadeloupe	77,1	134	4 (2,4)	1 (100 %)	68,8 / 100 / 100	32 (100 %)
Guyane	72,4	7	18 (2,1)	4 (0 %)	31,8 / 13,6 / 0	0 (0 %)
Martinique	76,8	93	8 (7,2)	2 (50 %)	100 / 100 / 100	15 (44,1 %)
La Réunion	94,7	308	8 (3,2)	2 (50 %)	100 / 100 / 100	0 (0 %)
Mayotte	65,7	16	ND	ND	100 / 100 / 100	11 (64,7 %)
Métropole	48,1	41 766	1 062 (1,9)	399 (42,9 %)	50,7 / 38,7 / 58,4	493 (1,3 %)
Corse	38,4	125	8 (0,9)	6 (0 %)	80 / 3,3 / 0	0 (0 %)
France, périmètre INSEE hors Mayotte	49,2 4 DOM : 84,3 5 DOM : 82,4	42 324	1 100 (2)	408 (42,6 %)	50,8 / 38,9 / 58,4	551 (1,5 %)

Source : INSEE (Septembre 2013 pour les risques naturels ; Janvier-Mars 2014 pour les risques industriels), Densité urbaine : DGCL (2014).

* Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : 558 dans les DOM, soit 1,3 % du total français (métropole + DOM) pour 3,2 % de la population. Toute exploitation industrielle susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée. Parmi les installations classées, on distingue : (i) les installations soumises à déclaration : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses. Une simple déclaration en préfecture est nécessaire ; (ii) les installations soumises à autorisation : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement ;

** La Directive européenne dite ""Seveso"" concerne les établissements industriels à risques majeurs. La directive dite ""SEVESO 2"", entrée en vigueur en février 1999, renforce le dispositif de prévention des accidents majeurs prévue par la Directive ""Seveso I"". Le champ d'application est révisé : absence de distinction entre l'activité de stockage et l'utilisation de substances dangereuses, extension aux installations manipulant et stockant des explosifs. Les établissements ""Seveso"" font partie des ICPE, soumises à autorisation. On comptabilise 38 établissements Seveso dans les 4 DOM historiques (3,4 % du total national pour 2,9 % de la population) ; près de la moitié d'entre elles se situent en Guyane (site du CSG).

*** Plans de Prévention des Risques Technologiques

Tableau n°16d : Gestion des déchets ménagers dans les DOM

2005-2013	Quantités totales traitées, en t par hab., 2008	Taux de valorisation des déchets, (%) 2005	Taux de valorisation des déchets, (%) 2011	Taux de déchets ménagers mis en décharge, (%) 2005	Taux de déchets ménagers mis en décharge, (%) 2011	Performan ce de tri des emballages légers, en kg/hab., 2013	Performan ce de tri du verre, en kg/hab., 2013
Guadeloupe	0,14	2	5	87	94	3	6,3
Guyane	0,15	17	7	84	93	ND	7
Martinique	0,42	0	11	0	43	5,7	6
La Réunion	0,42	18	43	75	56	11,6	12
Mayotte	ND	e : 0	e : 1,5	ND	ND	ND	ND
Métropole	0,40	31	40	29	23	16	30,8
Corse	0,53	3	16	64	81	9	21,8
France, périmètre INSEE hors Mayotte	0,39	31	40	30	25	15,8	30,5

Source : INSEE (Juillet 2012 : quantités traitées ; Janvier 2014 : valorisation des déchets ménagers). Mayotte : IEDOM, RA 2013, p. 105. Statistiques sur le Tri : Eco-Emballage.

* Le traitement des déchets comprend le recyclage et le réemploi (valorisation matière), ainsi que le compostage, la méthanisation et l'épandage (valorisation organique). Les autres modes de traitement sont l'incinération avec ou sans valorisation énergétique et la mise en décharge.

Tableau n°17a : Principales caractéristiques du logement

2011-2013	Rappel : Densité (hab./ km²), 2013	Nombre de logements, 2011-2012# (RGP)	Part des résidences principales (%), 2011- 2012	Part des logements vacants (%), 2011- 2012	Part de l'habitat individuel (maisons), en , 2011- 2012	Part des ménages propriétaires de leur résidence principale (%), 2011- 2012	Taille des ménages (n. moyen d'occupants par résidence principale), 2011- 2012	Part des ménages ayant emménagé depuis 30 ans ou plus, (%) 2011	Part des résidences principales construites avant 1946 (%), 2011
Guadeloupe	249	212 437#	79,3	14,1	75	59,8	2,4	16,3	3
St-Martin	742	16 932	79,1	11,3	32	25,9	e : 2,7	5,9	1,8
St-Barthélemy	448	4 693	78,4	7,5	74,2	42,9	e : 2,4	11,3	4,8
Martinique	343	200 800#	82	13,4	63,9	54,8	2,4	18,9	4,9
Guyane	3	75 960#	90,2	7,8	66,2	44,8	3,5	5,3	2,1
La Réunion	334	329 234	90,2	7,7	69,3	52,1	2,8	13,5	1,7
Mayotte	573	60 076#	85,9	12	90,3	56,4	4,1	ND	ND
Polynésie Fr.	83	88 368#	82,3	10	84,5	71,2	3,6	ND	ND
N-Calédonie	14	81 697 (2009)	88,9	5,6	66,5	62,1	2,9	ND	ND
Wallis & Futuna	86	3 100 (2008)	e : 100	14,3	e : 98	87,3	4,1	ND	ND
St-P-Miquelon	25	3 242	80,5	5	83,6	76,4	e : 2,3	24,8	14,8
Métropole	115	32 859 694	83,2	7,3	55,9	57,8	2,3	17,7	27,4
France, périmètre INSEE*	111	33 732 384 33 672 308*	83,3	7,3	56,3 56,2*	57,7	2,3	17,6*	26,9*
France entière	98	33 930 416	e : 83,3	e : 7,4	e : 56,5	e : 57,7	e : 2,3	e : 17,5	e : 26,6
5 DOM	21	872 687	e : 86,1	e : 10,6	e : 71,2	e : 53,8	e : 2,9	12,7*	2,1*
6 COM	26	198 032	e : 81	e : 7,9	e : 73,2	e : 64,1	e : 3,2	ND	ND
11 DCOM**	22	1 070 719	e : 85	e : 10	e : 71,6	e : 56,1	e : 3	ND	ND
DOM / FR (INSEE)	-	2,6 %	-	-	-	-	-	-	-
DCOM / FR entière	-	3,2 %	-	-	-	-	-	-	-

Sources : ITSTAT (Polynésie Française.), ISEE (Nouvelle-Calédonie), INSEE (autres territoires et métropole). Cf. également Notes économiques de l'IEDOM (NE 62, Novembre 2009 sur Saint-Pierre et Miquelon) ; NE 66, Février 2010 sur Mayotte ; NE 75, avril 2010 sur l'ensemble des DCOM) et de l'IEOM (NE 20, Mai 2010 sur Wallis et Futuna ; NE 83, Juin 2013 sur la Nouvelle-Calédonie). Et rapports annuels IEDOM-IEOM. Recensements : 2008 à Wallis et Futuna, 2009 en Nouvelle-Calédonie, 2012 à Mayotte et en Polynésie française, 2011 pour les autres territoires (sauf premiers résultats du RGP 2012 #). ND : données non disponibles ; e : estimation.

* Hors Mayotte.

** Hors TAAF en ce qui concerne la superficie.

Tableau n°17b : Le confort du logement

1999-2012	Part des résid. principales en situation de suroccupation* (%), 1999	Part des résid. principales en situation de suroccupation* (%), 2011	Résid. principales : électricité dans le logt (%), 2011	Résid. principales : baignoire ou douche et WC à l'intérieur (%), 2011	Résidences principales : eau chaude dans le logt (%), 2011	Part des logts sans raccordement au réseau de collecte ni assainissement autonome (%), 2008	Proportion des logts raccordés à une station d'épuration (tout à l'égout), en %, 2008-2011	Habitat ions de fortune, (%), 2011	Eval. du nombre de logts insalubres, mi-2013
Guadeloupe	20,1	12,3 2,2**	98,2	97,6	63,4	21,3	38,8	0,8	15 000
St-Martin	ND	ND 10,5**	99,2	96,3	38	ND	62,2	0,6	e : 1 000
St-Barthélemy	ND	ND 8,5**	99,8	99,1	97,2	ND	0,6	0,3	ND
Martinique	19,2	13,3 2,9**	98,6	98,6	62,3	ND	45,1	0,8	8 000
Guyane	36	36,7 7,3**	87,3	78,4	42,7	30	40,4	4,3	12 000
La Réunion	22,5	16,3 4,6**	99,4	97,8	86,5	1,5	45,5	0,7	16 200
Mayotte	e : 50	e : 45 17,7**	93,6	39,9	14,4	59,6	18,5	32,2	20 000
Polynésie Fr.	ND	e : 25 8,1**	95,7	e : 93****	69,6	e : 3	17,5	e : 1,9	4 000
N-Calédonie	ND	e : 25 8,2**	94,4	e : 86*****	ND	ND	e : 30	3,3	4 000
Wallis & Futuna	ND	ND 10**	98,4	75,2	13,1	ND	ND	e : 2,9	ND
St-P-Miquelon	ND	ND 0,5**	e : 100	98,7	100	ND	e : 99	e : 0,3	ND
Métropole	11	9,7 5,7**	e : 99,5	e : 99*****	e : 99,9	1,8	82,4 (2008)	e : 0,5	500 000
FR, périmètre INSEE	11,3	9,8 5,7**	e : 99,3	e : 98,5	e : 99,5	2	81,3 (2008)	e : 0,6 (DOM : 4,3)	572 200 O-Mer : 12,6 %

Sources : INSEE (Octobre 2014 pour les données 2011 des logements sur-occupés), ISPF, ISEE. Données sur l'assainissement : cf. Ministère de l'Environnement, CGDD, Chiffres et statistiques n°2010 (avril 2011) : « Le service d'assainissement en France. Principales données 2008 ». Evaluation du nombre de logements insalubres dans les DOM : cf. Assemblée nationale, Commission des Finances, Avis n° 2260 (PLF 2015), Budget Outre-mer (P. OLLIER), Octobre 2014, p. 42. ND : données non disponibles ; e : estimation.

* Selon l'INSEE, un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », fondée sur : (i) une pièce de séjour pour le ménage, (ii) une pièce pour chaque personne de référence d'une famille, (iii) une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans ou plus, et pour les célibataires de moins de 19 ans : (a) une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans, (b) sinon, une pièce par enfant. Par construction, les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés.

** Logements d'une pièce (recensements de la population : 2008 pour Wallis et Futuna, 2009 pour la Nouvelle-Calédonie, 2011 pour la métropole, les DOM et les COM de l'Atlantique, 2012 pour Mayotte et la Polynésie française).

*** WC : 41,4 % ; Baignoire ou douche : 38,3 % (INSEE, RGP 2012).

**** WC : 93,6 % ; Baignoire ou douche : 92,8 % (ITSTAT, RGP 2012).

***** WC : 85,9 % ; Baignoire ou douche : 86,3 % (ISEE, RGP 2009).

***** Baignoire ou douche.

Tableau n°17c : Le logement social

2008-2014	Parc HLM (logements locatifs sociaux), nombre de logements au 1 ^{er} janvier 2014# [âge moyen du parc, en années, 2012]	Evolution, 2012-2013 (%)	Proportion de logements sociaux en ZUS (%), 2013	Proportion de logements sociaux de type collectif (%), 2012	Nombre de logts socx pour 10 000 hab, 2008	Nombre de logements sociaux pour 10 000 hab, 2012	Allocation de logement social (ALS), allocations pour 1000 ménages, 2013	Taux de vacance, au 1 ^{er} janvier 2014 (tx de vacance structurelle) en %	Taux de mobilité (%), 2013	Dépenses du PNRU, au 31 mai 2014 (dont subventions ANRU), en M. €	Loyer moyen, en €/m ² de surface habitable, au 1 ^{er} janvier 2014 (évolution 2013-2014, en %)
Guadeloupe	32 200 [17]	+ 1,8	24,2	78,4	748	755	102	4,7 (3,4)	8,6	717 (176)	5,92 (+ 1,6)
St-Martin	1 570	+ 0,1	ND	ND	ND	e : 400	e : 88	ND	ND	0	ND
St-Barthélemy	0	-	-	-	0	0	e : 4,6	0	0	0	NS
Martinique	29 600 [22]	+ 3,2	12,6	99,6	663	723	101	3,5 (1,5)	6,2	167 (62)	5,16 (+ 2,1)
Guyane	14 500 [20]	+ 11,3	23,6	82,9	495	525	61	6,2 (4)	11	256 (69)	5,89 (+ 0,6)
La Réunion	61 900 [19]	+ 4,9	34,1	83,1	649	676	153	1,8 (0,4)	8,9	420 (77)	5,77 (+ 1,9)
Mayotte	1 557 (SIM)# e : 19 000	ND#	ND	e : 15	ND	e : 73# e : 886	e : 0,2	e : 2,9	ND	39 (13)	e : 5
Polynésie Fr.	2 802# e : 14 000	-12,4	0	e : 10	93#	e : 104# e : 495	0	ND	ND	0	ND
N-Calédonie	12 681	+ 5,3	0	ND	392	e : 488	0	ND	ND	0	ND
W & Futuna	e : 120	ND	0	ND	ND	e : 98	0	ND	ND	0	ND
St-P-Miquelon	37	ND	0	ND	ND	e : 61	0	ND	ND	0	ND
Métropole	4 547 600 [36]	+ 1	23,2	84,4	701	714	86	3 (1,6)	9,7	45 017 (11 228)	5,29 ** (+ 1,2)
FR, périmètre INSEE	e : 4 704 800 4 685 800*	+ 1,1*	23,2*	84,4*	e : 698*	713*	e : 87,5	3* (1,6)	9,6*	46 616 (11 625)	5,59* (+ 1,2)
France entière	e : 4 733 200	ND	e : 23	e : 84	ND	e : 707	87	ND	ND	46 616 (11 625)	ND
5 DOM	e : 157 000# 138 200* [19]*	+ 4,4*	26,1*	e : 78,2 85,4*	677*	e : 619,8# 682,5*	107 119*	3,4* (1,7)	8,5*	1 599 (397)	e : 5,55 5,69*
11 DCOM***	e : 185 600	ND	e : 20	ND	ND	e : 542,8	e : 106	ND	ND	1 599 (397)	ND
DOM / FR (INSEE)	3,2 %# - 3,9 %	-	-	-	-	-	-	-	-	3,4 % (3,4 %)	-

Sources : Ministère de l'Environnement, CGDD, SOES, Chiffres et statistiques n°586, « Le parc locatif des bailleurs sociaux au 1^{er} janvier 2014 », Décembre 2014 ; INSEE (recensement 2011) pour les chiffres des COM de l'Atlantique, pour les ratios logements sociaux/population (métropole et DOM, Janvier 2014) et les données relatives à l'ALS (Juin 2014) ; Dépenses du Plan National de Rénovation Urbaine, cf. projets passés en Comité d'engagement, site de l'ANRU. Données sur les collectivités du Pacifique : cf. ISEE, ISPF, IEOM (NE 75 ; données 2008 sur les DCOM) et Sénat, Commission des Affaires économiques, Avis n°157 (PLF 2014), Budget Outre-mer (S. LARCHER), Novembre 2013, p. 10. USH, note, Janvier 2014. Age moyen du parc (2012) : Atlas de la CDC, Sept. 2014, p. 97.

* : DOM hors Mayotte ; nombre de ménages, cf. RGP de 2011 (COM de l'Atlantique) et de 2012 (Mayotte).

Estimations au 1^{er} janvier 2013 pour Mayotte et les COM. Pour Mayotte, hors cases SIM (1978-2005 : 17 500, qui ne répondent plus aux normes HLM nationales) ; idem pour 10 500 Fare de Polynésie.

*** : Métropole hors Ile de France (6,51 € en 2014, + 1,4 % sur un an).

Tableau n°17d : Nombre de logements sociaux neufs financés et état des besoins

2006-2013	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenn e annuell e 2006- 2013 #	Est. des besoins en logement s sociaux par an, 2013 #	Nombre de demande urs de logts sociaux, 2013	Duré e prév ision nelle de résor ption du stoc k (ann ées), 2013
Guadeloupe ***	1 803	1 577	1 491	1 221	1 589	1 656	1 305	1 631	1 534	1 900	10 181	6,2
Martinique	597	418	729	701	1 042	1 099	1 012	640	780	1 200	11 592	18,1
Guyane	704	1 029	1 027	1 077	1 156	1 261	950	736	993	1 465	8 178	11,1
La Réunion	2 761	2 144	2 275	3 031	3 561	3 929	4 846	4 454	3 375	4 000	29 839	6,7
Mayotte	65	120	136	158	144	162	83	151	127	500	2 120	14
Métropole	97 827	93 919	99 614	121 431	130 372	115 889	102 728	117 065	109 856	ND	1 690 000	14,4
DOM (logements livrés)	5 930 (3 689)	5 288 (3 208)	5 658 (3 683)	6 188 (4 056)	7 492 (3 337)	8 107 (3 799)	8 196 (5 446)	7 612 e : (5 400*)	6 809 (4 077)	9 065**	61 910	8,1
France entière	103 757	99 207	105 272	127 619	137 864	123 996	110 924	124 677	116 665	ND	1 751 900	14,1
DOM / FR	5,7 %	5,3 %	5,4 %	4,8 %	5,4 %	6,5 %	7,4 %	6,1 %	5,8 %	-	3,5 %	-

Sources : Nombre de logements financés dans les DOM : cf. Sénat, Commission des finances, Avis n°108 (PLF 2015), Budget Outre-mer (G. PATIENT et T. ITI), Novembre 2014, p. 35 (réponse au questionnaire budgétaire). Nombre de demandeurs de logements sociaux et besoins par an en logements : Assemblée nationale, Commission des finances, Avis n° 2260 (PLF 2015), Budget Outre-mer (P. OLLIER), Octobre 2014, p. 42. Durée prévisionnelle de résorption du stock estimée en 2013 : Nombre de demandeurs de logements sociaux en 2013 / nombre de logements financés en 2013 (par exemple, en 2013, au rythme de financement de logements sociaux neufs de l'année, et toutes choses égales par ailleurs, il faudrait 6,2 ans pour résorber le stock guadeloupéen de demandeurs de logements sociaux). Chiffres de métropole : Observatoire des inégalités (d'après Fondation Abbé Pierre), Note du 4 Novembre 2014 et USH pour le nombre de demandeurs de logements sociaux (d'après Système national d'enregistrement de la demande HLM).

* DOM hors Mayotte : 5 400 mises en service au 1^{er} janvier 2014 selon le Ministère du Logement, dont 97 % de logements neufs (métropole : 88 %) et 9 % de logements en ZUS (métropole : 8 %).

** (source : IEOM) : Besoin de 500 logements sociaux par an en Polynésie (186 logements financés par an entre 2008 et 2013). En 2012 : 3 306 demandeurs recensés.

*** Y compris COM de Saint-Martin.

: Couverture des besoins en logements sociaux : moyenne annuelle des logements financés (2006-2013) / estimation annuelle des besoins en 2013 :

- Mayotte : 25,4 %
- Polynésie Fr. : 37,2 %
- Martinique : 65 %
- Guyane : 67,8 %
- DOM : 75,1 %
- Guadeloupe : 80,7 %
- La Réunion : 84,4 %

Tableau n°18 : Nombre d'entreprises* dans les DCOM

Au 1 ^{er} janvier, 2010-2013	Nombre d'entreprises, 2010	Nombre d'entreprises, 2013	Evolution, 2010-2013, en %	Nombre d'entreprises pour 100 hab, 2013
Guadeloupe	38 007	41 271	+ 8,6	10,2
Saint-Martin (1)	6 561	7 067	+ 7,7	18
St-Barthélemy (2)	4 539	5 054	+ 11,3	53,8
Guyane	9 878	12 049	+ 22	4,8
Martinique	33 466	33 777	+ 0,9	8,7
La Réunion	41 284	46 043	+ 11,5	5,5
Mayotte	5 157	7 907	+ 53,3	3,7
5 DOM	127 792	141 047	+ 10,4	6,7
Métropole	3 305 335	3 643 336	+ 10,2	5,7
France, périmètre INSEE	3 433 127	3 784 383	+ 10,2	5,8
Polynésie française	20 767	23 111	+ 11,3	8,6
N-Calédonie	35 021	45 520	+ 30	17,2
W. et Futuna (2)	476	444	-6,7	3,6
St-P. et Miquelon	545	537	-1,5	8,8
6 COM	67 909	81 733	+ 20,4	13,7
11 DCOM	195 701	222 780	+ 13,8	8,3
France entière	3 501 036	3 866 116	+ 10,4	5,8
Ratio DOM / France périmètre INSEE	3,7 %	3,7 %	0	-
Ratio DCOM / France entière	5,6 %	5,8 %	+ 0,2 pt	-

Sources : INSEE pour la métropole et les DOM (sauf Mayotte en 2010 : IEDOM), calculs établis à partir du nombre de créations d'entreprises et des taux annuels de création. IEDOM pour les COM de l'Atlantique, IEOM pour la Polynésie et Wallis et Futuna, ISEE pour la Nouvelle-Calédonie.

* Champ (INSEE) : Entreprises de l'ensemble des activités *marchandes non agricoles* (ou champ de l'industrie, du commerce et de l'ensemble des services : champ ICS). Ce champ inclut à partir du 1^{er} janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs (par exemple : les établissements pour personnes âgées ou services d'aide à la personne qui dépendent de la commune). Cela ne correspond pas au concept d'entreprise, acteur économique introduit par la loi de modernisation de l'économie (LME, loi n°2008-776 du 4 août 2008) et précisé par le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 lorsque l'unité créée est une filiale d'un groupe.

(1) Hors SCI et autoentrepreneurs.

(2) Nombre de patentés inscrits aux Chambres inter-professionnelles (donc incluant les entreprises agricoles, ce qui surestime légèrement le nombre d'entreprises).

Tableau n°18a : Créations* d'entreprises dans les DCOM**

2010-2013	2010, nombre d'entrepris es créés	Part du total France (%)	2011, nombre d'entrepris es créés	Part du total France (%)	2012, nombre d'entrepris es créés	Part du total France (%)	2013, nombre d'entreprises créés	Part du total France (%)	Rapp el : part de la pop. Franç aise (2013)
Guadeloupe	5 511	0,9	5 619	1	5 004	0,9	4 416	0,82	0,62
Guyane	1 936	0,3	1 997	0,4	2 260	0,4	1 952	0,36	0,38
Martinique	4 886	0,8	3 910	0,7	3 854	0,7	3 479	0,65	0,59
La Réunion	8 133	1,3	7 637	1,4	6 806	1,2	6 492	1,21	1,28
Mayotte	ND	ND	ND	ND	889	0,2	846	0,16	0,33
DOM	20 466	3,3	19 163	3,5	18 813	3,4	17 185	3,19	3,19
Métropole	601 571	96,7	529 975	96,5	531 154	96,6	520 997	96,8	96,81
France, périmètre INSEE	622 037	100	549 138	100	549 967	100	538 182	100	100
N-Calédonie (1)	5 171	0,8	5 213	0,9	5 199	0,9	4 833	0,88	0,39
Polynésie Fr. (1)	2 982	0,5	2 999	0,5	3 198	0,6	3 198	0,58	0,41
St-Martin (2)	339	0,05	452	0,1	511	0,1	495	0,09	0,06
St-Barth (2)	293	0,05	316	0,05	321	0,05	ND	e : 0,06	0,014
DCOM (3)	29 251	4,6	28 143	5	28 042	5	25 711 (4) e : 26 000	4,70 (4) e : 4,75	4,06
France entière	630 822 (3) e : 631 000	100	558 118 (3) e : 558 300	100	559 196 (3) e : 559 500	100	546 708 (4) e : 547 000	100	100

Sources : INSEE (mai 2011-mars 2014), ISPF (sept. 2014), ISEE (TEC 2013, mars 2014), IEDOM (Rapports annuels, 2012 et 2013 : Septembre 2014) pour les données relatives à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy. ND : données non disponibles

* La statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du Répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene). Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Par rapport aux immatriculations dans Sirene, on retient comme création pour satisfaire au concept harmonisé : (i) *les créations brutes*, créations d'entreprise correspondant à la création de nouveaux moyens de production (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) ; (ii) *les réactivations*, cas où l'entrepreneur (il s'agit en général d'un entrepreneur individuel) reprend une activité après une interruption *de plus d'un an* (il n'y a pas de nouvelle immatriculation dans Sirene mais reprise de l'ancien numéro Siren) ; (iii) *les reprises* par une entreprise nouvelle de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) *lorsqu'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise*. On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise si parmi les trois éléments suivants concernant le siège de l'entreprise, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : (a) l'unité légale contrôlant l'entreprise, (b) l'activité économique et (c) la localisation. Depuis les données relatives à janvier 2009, les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes d'immatriculation avec le statut d'auto-entrepreneur enregistrées dans Sirene. Ce dénombrement n'inclut pas les entrepreneurs déjà en activité avant le 1^{er} janvier 2009 qui demandent, à titre dérogatoire au plus tard le 31 mars 2009, à bénéficier du régime micro-social et du versement fiscal libératoire en 2009.

** Champ (INSEE) : créations d'entreprises de l'ensemble des activités *marchandes non agricoles* (champ ICS). Ce champ inclut à partir du 1^{er} janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs.

- (1) Ensemble des réactivations et des reprises, ce qui tend à légèrement majorer les données par rapport au périmètre INSEE mentionné *supra*.
- (2) Immatriculations de sociétés seulement.
- (3) Hors données relatives à Saint-Pierre et Miquelon et à Wallis et Futuna.
- (4) Hors données relatives à Saint-Barthélemy, Saint-Pierre et Miquelon et Wallis et Futuna.

Tableau n°18a (2) : Taux de créations d'entreprises* (champ ICS) dans les DCOM

2007-2013, en %	Rappel : 2007	2010	2011	2012	2013	Evolution 2007-2013, en points	Evolution 2010-2013, en points (à périmètre constant)**
Guadeloupe	11,2	14,5	14,3	12,5	10,7	-0,5	-3,8
Guyane	13,1	19,6	19,1	20,4	16,2 _μ	-3,1	-3,4
Martinique	11,4	14,6	11,3	11,6	10,3 _#	-1,1	-4,3
La Réunion	16,5	19,7	17,4	15,4	14,1	-2,4	-5,6
Mayotte	ND	ND	ND	11,8	10,7	ND	ND
Métropole	10,9	18,2	15,6	15,3	14,3	+ 3,4	-3,9
France (INSEE)	11	18,1	15,6	15,3	14,3	+ 3,3	-3,8
N-Calédonie	19,3	20,7	19,4	18,1	14,3	-5	-6,4
Polynésie Fr.	ND	14,4	14,1	14,8	14,1	ND	-0,3

Sources : INSEE, ITSTAT, ISEE. ND : données non disponibles.

* Rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année.

** Prise en compte des autoentrepreneurs. Rappel : le régime des autoentrepreneurs mis en place par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 entré en vigueur au 1^{er} janvier 2009, offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. Depuis l'instauration du régime de l'autoentrepreneur, les nouvelles immatriculations sous ce régime représentent la majorité des demandes de créations au niveau national (métropole + DOM), même si leur part faiblit (51 % en 2013 après 56 % en 2012). Elles représentent 72 % des seules créations d'entreprises individuelles (79 % en 2012). Source : *INSEE-première* n°1485, Janvier 2014.

Taux le plus faible en métropole : 12,3 % (région Auvergne).

μ Taux le plus élevé en métropole : 16,2 % (région Languedoc-Roussillon).

Tableau n°18b : Taux de survie* des entreprises créées en 2006 dans les DOM**

2006-2011	Survie à un an (2007), en %	Survie à deux ans (2008), en %	Survie à trois ans (2009), en %	Survie à quatre ans (2010), en %	Survie à cinq ans (2011), en %	Evolution, 2007-2011, en pts	Survie à cinq ans (2011), en % : Secteur de la construction
Guadeloupe	91	77,3	66,5	59,2	54,1	-36,9	64,5
Guyane	91,1	81,9	67,5	65,2	61,6	-29,5	58,8
Martinique	91,1	79,3	67,9	65,4	57,3	-33,8	63,9
La Réunion	87,8	71,7	60,5	53,5	41,5	-46,3	38,1
France (INSEE)**	91,4	78,8	65,8	59,1	51,5_#	-39,9	47,7_μ
Corse	92,9	84,6	73,6	67,6	56,4	-36,5	60,9
N-Calédonie	85,2	78,9	74,2	70,6	67	-18,2	61,3

Sources : INSEE (Octobre 2013 pour les taux de survie, cf. Enquête Sine 2006). Pour la Nouvelle-Calédonie : ISEE (TEC 2012, Juillet 2013, p. 92

* Le taux de survie des entreprises à n années est la proportion d'entreprises créées (y compris reprises) une année donnée qui ont atteint leur nième anniversaire.

** Champ : entreprises créées au cours du 1^{er} semestre 2006 et exerçant des activités marchandes non agricoles. Hors Mayotte.

Taux le plus faible en métropole : 47,2 % (région Nord-Pas-de-Calais).

μ Taux le plus faible en métropole : 32,5 % (région Ile de France).

Tableau n°18c : Défaillances d'entreprises

2006-2011	Nombre de défaillances* en 2011	Nombre de défaillances en 2012 #	Nombre de défaillances en 2013	Evolution, 2012-2013# (%)	Défaillances / population (pour 100 000 hab.), 2013	Défaillances en 2013, secteur de la construction
Guadeloupe	244	363	365	+ 0,6	89,8	ND
Guyane	79	70	58	- 17,1	22,6	ND
Martinique	461	583	507	- 13	131,7	ND
La Réunion	488	515	588	+ 14,2	69,3	ND
Mayotte	ND	10	10	0	4,5	ND
DOM	1 272	1 541	1 528	- 0,8	72,1	416
Corse	256	323	356	+ 10,2	109,4	132
Métropole	49 075	59 466	61 030	+ 2,6	95,5	15 331
France (INSEE)*	50 347 59 493#	61 007	62 558	+ 2,5	94,7	15 747
DOM / FR	2,53 %	2,53 %	2,44 %	- 0,09 pt	-	2,64 %
N-Calédonie	82	116	71	- 38,8	26,8	ND

Sources : INSEE (Juillet 2012 pour les défaillances 2011 ; Novembre 2014 pour les défaillances de 2012 et de 2013) ; Nouvelle-Calédonie : site ISEE pour les défaillances (redressements judiciaires). Défaillances / population : d'après estimations de la population au 31 décembre 2013, cf. Tableau n°5, *supra*.

Changement de périmètre : ensemble des activités marchandes non agricoles en 2011, hors Mayotte ; y compris agriculture en 2012 et en 2013. Données brutes au 31 décembre en date du jugement.

* Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. Il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation. Un jugement d'ouverture de procédure de défaillance (dépôt de bilan d'une entreprise inscrite dans le cadre d'une procédure judiciaire) ne se résout pas forcément par une liquidation. La notion de cessation correspond à l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise. Toutes les défaillances ne donnent pas lieu à des cessations. Toutes les cessations ne sont pas dues à une défaillance. Selon l'INSEE, les liquidations suite à une défaillance ne représentent qu'une partie de l'ensemble des cessations d'entreprises, de l'ordre de 20 %.

Tableau n°18d : Nombre de personnes morales en situation d'interdit bancaire

2007-2014, au 31 décembre	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2007- 2013, en %	Ratio / 1000 hab, 2013
Guadeloupe (1)	5 316	5 768	5 889	5 651	6 080	2 996	3 021	3 085*	+ 18,4	6,6
Guyane						735	763	829*		3
Martinique						2 604	2 509	2 462*		6,5
La Réunion	2 268	2 517	2 731	2 656	2 723	2 673	2 723	2 636*	+ 20,1	3,2
Mayotte	117	134	203	238	287	329	352	370*	+ 200,9	1,6
S-P-Miquelon	5	4	3	4	3	4	5	6*	NS	0,8
N-Calédonie	554	610	638	661	713	799	873	878**	+ 57,6	3,3
Polynésie Fr.	436	436	434	430	438	465	478	481**	+ 9,6	1,8
Wallis et Futuna	e : 13	13	11	12	9	11	14	15**	NS	1,2
DCOM	8 709	9 482	9 909	9 653	10 253	10 616	10 738	e 10 761	+ 23,3	3,9
Métropole	ND	e : 205 794	e : 205 887	e : 195 600	e : 190 803	e : 187 421	185 242	ND	ND	2,90
France	ND	215 276	215 796	205 253	201 056	198 037	195 980	ND	ND	2,94
DCOM / FR	ND	4,4 %	4,6 %	4,7 %	5,1 %	5,4 %	5,48 %	ND	+ 1,08 pt	-

Sources : IEDOM – IEOM (Rapports annuels et Statistiques trimestrielles pour 2014) ; Banque de France pour la métropole (statistiques du Fichier Central des Chèques) : données disponibles sur 2008-2013, non réparties entre personnes physiques et personnes morales sauf pour 2013 : 12,05 % de personnes morales sur un total de 1 539 831 interdits bancaires. NS : non significatif.

* Septembre

** Octobre

(1) Y compris COM de St-Martin et de St-Barthélemy.

Tableau n°18e : Taille des entreprises*

Etablissements** selon la taille, au 31 décembre 2012, en %	0 salarié	1-9 salariés	10-19 salariés	20-49 salariés	50-99 salariés	Plus de 100 salariés	<i>Rappel : part des établissements de moins de 20 salariés</i>
Guadeloupe	83,2	13,8	1,6	0,9	0,3	0,2	98,6
Guyane	77,2	17,8	2,5	1,7	0,5	0,4	97,5
Martinique	83,7	13	1,7	1	0,4	0,3	98,4
La Réunion	75,9	19,4	2,3	1,6	0,5	0,3	97,6
Métropole	72,4	22,1	2,7	1,7	0,6	0,4	97,2
Corse	73,6	22,3	2,4	1,1	0,3	0,2	98,3
France (INSEE) ***	72,7	21,9	2,7	1,7	0,6	0,4	97,3
N-Calédonie	88,1	9,7	1,1	0,7	0,2	0,2	98,9

Sources : INSEE (Novembre 2014), ISEE (Nouvelle-Calédonie).

* Champ : CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif) : établissements actifs au 31 décembre, hors secteur de la Défense, mais y compris activités agricoles et secteur de l'intérim. A partir de 2012, le champ de CLAP est élargi : près d'un million d'entreprises non employeuses supplémentaires sont désormais prises en compte ; essentiellement des sociétés civiles immobilières, des personnes physiques dans les arts et spectacles ou encore des personnes physiques loueurs d'autres biens.

** L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique...L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie. Selon l'INSEE, la population des établissements est relativement stable dans le temps et est moins affectée par les mouvements de restructuration juridique et financière que celle des entreprises.

*** Hors Mayotte (données non disponibles).

Tableau n°18f : Salariés et masse salariale* des établissements dans les DOM**

Au 31 décembre, 2011-2012	Nombre de salariés, 2011	Nombre de salariés, 2012	Part travaillant dans des établissements de 1-9 salariés (%), 2012	Part travaillant dans des établissements de 10-19 salariés (%), 2012	Part travaillant dans des établissements de 20-49 salariés (%), 2012	Part travaillant dans des établissements de 50-99 salariés (%), 2012	Part travaillant dans des établissements de plus de 100 salariés (%), 2012	Masse salariale, en M. €, 2011	Masse salariale, en M. €, 2012	Evol, 2011-2012, en %
Guadeloupe	111 908	112 070	25,8	12,8	16,4	11,1	33,9	3 354	3 475	+ 3,6
Guyane	49 101	50 915	20,5	12,6	19	13,4	34,5	1 578	1 673	+ 6,0
Martinique	116 262	115 344	22,6	11,9	16,7	13,7	35,1	3 469	3 578	+ 3,1
La Réunion	212 796	212 124	22,1	11,6	18	12,6	35,8	6 058	6 368	+ 5,1
DOM	490 067	490 453	22,9	12,1	17,4	12,6	35	14 459#	15 094μ	+ 4,4
Métropole	22 132 026	22 130 336	19,9	10,9	16	12,8	40,3	670 071 #	711 102 μ	+ 6,1
France (INSEE)	22 622 093	22 620 789	20	10,9	16	12,8	40,2	684 530	726 196	+ 6,1
DOM / FR	2,16 %	2,17 %	+ 2,9 pts	+ 1,2 pt	+ 1,4 pt	- 0,2 pt	-5,2 pts	2,11 %	2,08 %	-0,03pt
N-Calédonie	86 723	87 963	ND	ND	ND	ND	ND	2 346	2 405	+ 2,5
Polynésie Fr.	71 689	69 786	ND	ND	ND	ND	ND	1 699	1 673	-1,5

Sources : INSEE (Octobre 2013 pour les données de 2011 ; Novembre 2014 pour les données de 2012). Nouvelle-Calédonie : Rapport IEOM 2013, p. 38 et 33-189 (nombre de salariés) ; Polynésie Française : Rapport IEOM 2013, p. 40 et 36-184 (nombre de salariés). ND : données non disponibles.

* La masse salariale est le cumul des rémunérations brutes des salariés de l'établissement (hors cotisations patronales). Cette notion de masse salariale est utilisée dans les statistiques produites par le système d'information « Connaissance locale de l'appareil productif » (CLAP). Les rémunérations correspondent aux salaires et primes des salariés au cours de l'année d'exercice. Pour les établissements abritant à la fois des agents de la fonction publique d'État et des salariés à statut « privé » (La Poste et France Télécom, par exemple), les rémunérations se cumulent selon les mêmes règles que pour l'effectif au 31 décembre. Les salaires et traitements en nature, comme les cotisations patronales, ne sont pas compris dans la rémunération brute des salariés. En revanche, les cotisations salariales le sont.

** Champ : idem Tableau n°18e *supra*, ce qui inclut le secteur public hors défense (militaires et agents d'EPIC et d'entreprises d'armement). Le nombre de salariés est donc supérieur à celui constaté par l'ACOSS dont le périmètre est restreint aux entreprises du secteur concurrentiel (328 400 salariés comptabilisés dans les DOM fin 2011 et 332 100 fin 2012 ; France au sens de l'INSEE : respectivement 17 909 500 et 17 891 000 ; données non disponibles pour Mayotte). Selon l'INSEE, le nombre total de salariés en France (métropole + 4 DOM) est de 24 290 000 fin 2012.

: Soit l'équivalent de 40,7 % du PIB (35,5 Mds. €) dans les quatre DOM, 33,3 % du PIB en Nouvelle-Calédonie (7,04 Mds. €) et 34,1 % du PIB (1 965,4 Mds. €) en métropole.

μ : Soit l'équivalent de 41,6 % du PIB (36,3 Mds. €) dans les quatre DOM, 33,5 % du PIB en Nouvelle-Calédonie (7,17 Mds. €) et 36,4 % du PIB (1 995,8 Mds. €) en métropole.